• Montréal lundi 20 mars 2006 Le plus grand quotidien français d'Amérique 122e année no 148 70 pages 6 cahiers 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 75¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

AGNÈS GRUDA EN PALESTINE › LE GOUVERNEMENT HÉTÉROCLITE DU HAMAS PAGE A13

cyberpresse.ca
LA PRESSE

PHOTO ROBERT SKINNER, *LA PRESSE* ©

Dans un **taudis** près de chez vous

Alors que des milliers de locataires se lancent ces jours-ci à la recherche d'un appartement, *La Presse* vous invite à découvrir le côté sombre du logement à Montréal. Suivez nos journalistes dans une stupéfiante tournée des taudis de la métropole.

KATIA GAGNON
ET HUGO MEUNIER

Une cinquantaine de locataires vivent au 10550, place de l'Acadie. Mais le sous-sol de l'immeuble a été condamné par la Ville. Dans les logements qui s'y trouvaient, les murs sont démolis, les égouts, à ciel ouvert. Ça pue. Les rats se terrent dans les débris. Personne ne vit là. Sauf Paul. Première porte à gauche : c'est chez lui. Il paie 350$ par mois pour un appartement d'une pièce totalement délabré et horriblement sale.

Impossible de ne pas avoir un choc en entrant dans ce minuscule logement, dont les murs sont boursouflés à cause de l'humidité. Le tapis est incrusté de saleté. Des vêtements, des livres, des détritus traînent partout. La cuvette de la toilette se décline en diverses teintes de marron. Le plancher de la salle de bains, lui, est franchement noir. La baignoire est inutilisable, sauf pour les grosses araignées qui s'y prélassent. De toute façon, il n'y a pas souvent d'eau chaude. Paul se lave à la débarbouillette, dans sa petite cuisine crasseuse.

Un ventilateur fonctionne en permanence dans le logement, pour chasser la puanteur qui émane des autres appartements. Mais c'est aussi psychologique, explique Paul, qui nous a demandé de ne pas publier son nom de famille.

› Voir TAUDIS page A7

NOTRE DOSSIER
EN PAGES **A2** ET **A3**

8e Soirée des Jutra

TOTALEMENT *C.R.A.Z.Y.*

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le film *C.R.A.Z.Y.*, de Jean-Marc Vallée (à gauche), a régné sans partage hier soir sur la 8e Soirée des Jutra, récoltant 13 trophées. « J'espère que vous allez nous parler quand même ! » a lancé Michel Côté (à droite), meilleur acteur de soutien. Marc-André Grondin a remporté le prix du meilleur acteur et Danielle Proulx, le prix de la meilleure actrice de soutien.

N'est-ce pas un peu fou ?

MARC-ANDRÉ LUSSIER

BILLET

Y avait-il lieu de se réjouir de voir l'équipe de *C.R.A.Z.Y.* dominer la Soirée des Jutra à ce point ? Assurément.

Dans la mesure où le film de Jean-Marc Vallée a suscité un courant d'affection tangible, du genre de ceux qui rallient tous les publics, ce qui est rare. On ne peut toutefois que ressentir un léger malaise face à une victoire aussi décisive. Parce que ce triomphe sans partage ne reflète pas de façon très fidèle la richesse de l'année cinématographique québécoise dans son ensemble.

À voir tous les artisans de *C.R.A.Z.Y.* déambuler hier soir sur la scène du Théâtre Maisonneuve les uns après les autres, nous étions évidemment heureux pour eux.

›Voir *C.R.A.Z.Y.* en page A8

AUTRES TEXTES
Pages 1, 2 et 3 du cahier des Arts

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Selon le vice-président américain, Dick Cheney, les Irakiens ne sont pas en guerre civile. Ils sont juste en train de chasser.

ENTENTE BILATÉRALE OTTAWA-KABOUL

Les soldats canadiens remettront leurs prisonniers au gouvernement afghan

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA – Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, cherche à se faire rassurant : les prisonniers capturés par l'armée canadienne en Afghanistan seront remis au gouvernement afghan, et non aux États-Unis.

« Nous avons signé une entente avec le gouvernement afghan, a déclaré hier M. O'Connor sur les ondes de CTV. Si nous capturons des prisonniers, nous les remettrons au gouvernement de l'Afghanistan, qui s'est engagé à traiter les détenus conformément à la convention de Genève. »

Depuis 1949, cette convention protège les prisonniers de guerre en prohibant notamment la torture ainsi que les châtiments cruels et dégradants.

En donnant cette assurance, le ministre de la Défense semble déterminé à tuer dans l'oeuf la crainte que l'armée canadienne remette ses prisonniers aux autorités américaines, qui pourraient ensuite les transférer à la prison de Guantanamo, à Cuba.

Cette inquiétude a d'ailleurs été formulée la semaine dernière par le chef bloquiste, Gilles Duceppe, qui demandait davantage d'explications à ce sujet.

›Voir PRISONNIERS en page A8

GP DE MALAISIE

DOUBLÉ DE RENAULT; VILLENEUVE TERMINE 7e

SPORTS PAGE 1

SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 8
Bandes dessinées	ACTUEL 5
Bridge	ACTUEL n.d.
Décès	ACTUEL 8
Forum	A 14 et 15
Horaire télévision	ARTS 2
Loteries	A 12
Monde	A 12 et 13
Mots croisés	ACTUEL 5 et 7
Mot mystère	ACTUEL 5
Observateur	ACTUEL 6
Petites annonces	ACTUEL 6 et AFFAIRES 4
Quoi faire	ARTS 8

Météo
Ciel variable, maximum 0, minimum -7, plus de détails en page SPORTS 8

L-V 6 21924 98765 1

Vous entendez mais ne comprenez pas toujours !
Nouvelle technologie 100% numérique
Au creux de l'oreille, elle contribue à un meilleur confort et à une grande qualité acoustique.
Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la RAMQ.
Adaptée avec précision à vos besoins!
Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ
3300690
Laflamme & Associés
Audioprothésistes
Montréal, 525, rue Sherbrooke Est
(514) 849-4500
www.laflammeetassocies.com
Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby - 1 800 422-6181
3375901

ACTUALITÉS

LES PIRES TAUDIS

AU COURS DES DERNIÈRES SEMAINES, LES JOURNALISTES **HUGO MEUNIER** ET **KATIA GAGNON** SONT PARTIS À **LA CHASSE AUX TAUDIS**. ILS EN ONT VISITÉ **UNE VINGTAINE**, TOUS PLUS DÉLABRÉS LES UNS QUE LES AUTRES. AUJOURD'HUI, NOS JOURNALISTES **VOUS PRÉSENTENT** SIX TAUDIS QU'ILS ONT VISITÉS. **LES PIRES**. **COEURS SENSIBLES S'ABSTENIR**.

PHOTO IVANOH DEMERS, LAPRESSE ©

Dans certains cas, l'insalubrité est totale et innommable, témoin cette salle de bain « typique » d'un logement de la Place de l'Acadie.

Longues moisissures sur les murs

DOMAINE RENAISSANCE
à l'angle de la rue Viau et du boul. Robert
SAINT-LÉONARD

Cette enclave d'une dizaine d'immeubles compte 336 logements. Son architecture est digne des années soviétiques. Domaine Renaissance : un nom surréaliste pour ces ensembles de briques brunes plantés dans un océan de béton. Pas un arbre en vue. Un beau terrain de jeu pour les *gangs* de rue, qui ont couvert plusieurs cages d'escalier de graffitis à leur nom. Dans les logements, il y a des souris et des blattes. Et dans les cours, des junkies qui se piquent.

Dans un des appartements, une locataire, qui insiste pour que nous taisions son nom, vit avec sa fille, qui suit des cours au cégep. « Si mes cours finissent après 9h le soir, je dors chez une amie. J'ai trop peur de revenir coucher ici », raconte la jeune fille. Et souvent, elle essaie de manger ailleurs. « Elle est dégoûtée par les coquerelles », explique sa mère. Évidemment, pas question d'inviter les amis du cégep. « Vous savez, vivre ici, c'est très humiliant », dit la jeune fille, les yeux baissés.

La situation est encore plus dramatique dans le logement d'Aïcha Erzzeroug. Arrivée d'Algérie il y a deux ans avec ses quatre enfants et son mari, Aïcha s'est retrouvée au Domaine Renaissance. Elle s'est aperçue que, durant les mois d'hiver, ses murs se couvraient de longues coulées de moisissures noires. L'eau, qui s'infiltre dans ces murs construits à la va-vite, fait des ravages dans tout son appartement, où l'air est pratiquement irrespirable tant il est chargé d'humidité. Dans la chambre des enfants, les lits couverts de toutous sont cernés par ces grandes traînées sombres. Le plus jeune enfant dort. Il est souvent malade. « C'est l'asthme », dit Aïcha.

Mais bientôt, c'est entendu, ils sortiront d'ici, assure-t-elle. « On a donné notre avis au propriétaire. Nous partons. » Et où se trouve le nouveau logement ? « Nous n'avons pas encore trouvé. » Parce que la recherche d'un logis, pour une famille immigrée avec quatre enfants, c'est toute une entreprise. Bonne chance, Aïcha.

À 13 dans un trois et demie

5800, 5850, rue Jarry Est
SAINT-LÉONARD

Ce parc d'immeubles de 133 logements est une enclave de déchéance au coeur de l'arrondissement Saint-Léonard. À l'appartement 107, le lavabo de la salle de bains arraché, la baignoire dégoûtante, le tapis noirci et la cuisine dont les armoires sont couvertes de crottes de souris donnent une bonne idée de l'état des lieux. Prix : 550 $ par mois. « Le propriétaire est négligent avec ses logements », admet sans peine le concierge, Victor Goudreau.

La locataire qui habitait cet appartement est partie il y a à peine un mois. « Généralement, le propriétaire loue ces appartements en prétendant qu'ils vont être rénovés. Quand le locataire entre, il n'y a rien de fait. Et il n'y a rien qui se fait non plus », explique Sylvie Dalpé, du groupe communautaire Action-dignité, qui oeuvre dans Saint-Léonard. Victor Goudreau, lui, en a aussi contre les locataires, « des hosties de cochons ». À l'appartement 107, lorsque la locataire est partie, « j'en ai eu pour quatre heures à sortir les déchets », raconte-t-il.

M. Goudreau a été mandaté par le gestionnaire pour « faire le ménage » à Place Jarry. À son arrivée, il a expulsé 32 locataires. Dans l'un de ces logements, 13 personnes vivaient dans un trois pièces et demie. Dans les couloirs crasseux, des sacs verts s'accumulaient et des *deals* de drogue se négociaient durant la nuit. La situation, estime M. Goudreau, s'est améliorée. Mais pas l'état des logements.

En pénétrant dans l'appartement 318, par exemple, on entre dans un condensé de misère pure. Trois générations de Haïtiens, dont un fils handicapé et obèse, vivent à demi-nus dans un logis surchauffé. Un lit occupe pratiquement tout le salon. La table de la cuisine est couverte de victuailles et de détritus. Le plancher est jonché d'objets hétéroclites. De ce logis émane une horrible odeur de pourriture.

« Vous savez, vivre ici, c'est très humiliant. »

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Dans les logements de la rue de Courtrai, les histoires d'horreur se succèdent. Nazmul Hassan montre ici une souris capturé dans... sa cuisine.

« Au point où on en est rendu, les coquerelles ne font même plus partie des priorités. »

SÉRIE / DANS UN TAUDIS PRÈS DE CHEZ VOUS

AUJOURD'HUI > Totale insalubrité
DEMAIN > Les rois du taudis
MERCREDI > Cul-de-sac
JEUDI > Les HLM à la traîne

> Qu'en pensez-vous ?
> Écrivez-nous sur **www.cyberpresse.ca**.

DE MONTRÉAL

PHOT ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Les pires logements de Montréal sont aussi les plus exigus. Dans la chambre de Ben (sur son lit), ici avec des amis, les murs sont aussi bruns que son matelas, couvert de champignons. Ben peut disposer d'une des quatre salles de bains communes.

Les excréments s'accumulent au fond de la cuvette

4293 à 4305, rue Saint-Jacques
SAINT-HENRI

Nous avons dû enfoncer une porte pour faire une entrevue avec Jacques Lévesque. Le vieil homme, qui marche avec beaucoup de difficulté, l'avait cadenassée après la visite d'un voleur. À moitié aveugle, il ne trouvait plus les clés du cadenas. Il nous a demandé d'enfoncer la porte. Nous l'avons fait. Elle s'est ouverte brutalement sur un spectacle crève-coeur.

L'homme de 69 ans, ombre de barbe blanche, jambes nues, les pieds enflés, est assis sur son lit. Un matelas noir de crasse, un petit tas de couvertures raides de saleté. L'odeur nous prend à la gorge. Ça sent la merde. Normal : le coin toilette, grand comme un placard, se trouve dans la chambre et est inutilisable. Néanmoins, il s'en sert parfois. Et les excréments s'accumulent doucement au fond de la cuvette.

Toute la vie de Jacques se déroule ici, dans cette unique pièce. Murs brunis, plancher couvert de détritus, vaisselle sale en pile dans l'évier. Une minuscule cuisinière, un tout petit frigo. Pas de baignoire. Pas de douche. Et 300 $ par mois.

À la porte d'à côté, Benoît « Ben » Riopel occupe une autre chambre. Nous l'avons cueilli au saut du lit. Il s'est assis sur son matelas brun, a pris la grosse bière posée à côté de son lit. S'en est servi un verre. Après un bon rot, il était prêt à s'attaquer à la première tâche de la journée : passer la vadrouille sur son plancher, complètement mouillé. « Ça, c'est l'eau qui s'est accumulée durant la nuit », dit-il. L'énorme fissure dans son plafond témoigne que Ben n'en est pas à son premier dégât d'eau. Dans sa chambre, les murs sont aussi bruns que son matelas. Le bas est couvert de champignons gros comme un ongle.

Ben sort dans le couloir glacial, torse nu. Il n'y a pas de chauffage dans les couloirs, ni d'ailleurs dans les quatre salles de bains communes de cet immeuble de brique rouge, qui compte 22 chambres. « Personne se lave là-dedans, dit Ben en montrant la baignoire. Il fait ben trop frette. »

Après avoir été averti de la situation par un membre du comité logement de Saint-Henri, qui nous accompagnait lors de cette visite, un inspecteur de l'arrondissement a imposé au propriétaire de cette maison de chambres, Mahesh Jain, une longue liste de travaux. Il a jugé que trois chambres, dont celles de Ben et de Jacques, étaient inhabitables et les a condamnées. Ben et Jacques vivent maintenant au YMCA. En attendant.

Douchés par les voisins du dessus

7535, L'Acadie
PARC-EXTENSION

« Appartement à louer », peut-on lire sur une affiche placardée sur la vieille bicoque en brique brune. De l'extérieur, l'immeuble, presque en ruine, semble abandonné. Seize familles s'y entassent pourtant dans des conditions misérables.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Dans le trois pièces et demie des Patel, rue de Courtrai, le plafond de la seule chambre à coucher s'est presque entièrement effondré, rongé par la pourriture et une infiltration d'eau. Le plancher a été recouvert d'une toile de plastique sur laquelle l'eau ruisselle.

Tous les logements sont infestés de souris et de blattes. Les excréments dans les coins trahissent la présence des rongeurs. « Ils sortent chaque fois que j'éteins la lumière. Je les entends ronger les fils électriques », raconte une mère d'origine gambienne, qui partage un logement de quatre pièces avec ses enfants.

Dans la salle de bains, un trou immense perce le plafond pourri.

Il n'est pas rare que les membres de cette famille reçoivent de l'eau sur la tête lorsque les voisins d'en haut se douchent en même temps qu'eux.

La locataire doit néanmoins allonger 550 $ par mois pour conserver son taudis. Comme l'ensemble des résidants rencontrés, cette mère de famille déplore ne pas pouvoir joindre le propriétaire des lieux, qui habiterait Toronto.

Quelqu'un frappe pourtant aux portes chaque mois pour récolter le loyer, en argent liquide seulement.

Comme presque tous les autres, la locataire aimerait pouvoir quitter cet endroit de misère. « Mais je suis une mère célibataire », explique-t-elle.

Un étage plus haut, les Faduzi doivent vivre avec des champignons noirs sur les murs. Le toit s'effrite sous le poids d'infiltrations d'eau. Évidemment, il y a les insectes et les souris. « Ma maison, c'est comme le prolongement du Biodôme ou de l'Insectarium », ironise M. Faduzi, qui vit depuis cinq ans à cette adresse en compagnie de sa femme et de quatre enfants en bas âge.

Cette famille d'origine marocaine est inscrite depuis quatre ans sur une liste d'attente pour obtenir un HLM. « Mais on m'a dit qu'il y a des cas plus urgents », déplore le père de famille, ingénieur-informaticien de formation au Maroc... mais assisté social au Québec.

Le soir, parfois, les locataires de l'immeuble reçoivent la visite de squatters, et des effluves de haschisch s'échappent de leur campement de fortune, sous les escaliers.

« Les souris sortent chaque fois que j'éteins la lumière. Je les entends ronger les fils électriques. »

Des sacs de punaises

Place de l'Acadie et place Henri-Bourassa
BORDEAUX-CARTIERVILLE

Un jour, Abdou Lat Fam, travailleur communautaire, a vu débarquer dans son bureau une femme en pleurs. Dans ses mains, elle tenait un sac d'épicerie. Plein à ras bord de punaises vivantes. Son logement était si infesté par les insectes que la peau de ses trois petits enfants était à vif, un véritable champ de piqûres.

Abdou travaille depuis un an à la place de l'Acadie et à la place Henri-Bourassa, deux enclaves de 23 immeubles ceinturées par l'autoroute 15, le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de l'Acadie. Un ghetto d'un millier d'immigrés de fraîche date, l'un des dossiers les plus noirs du logement à Montréal. Depuis près de 10 ans, les problèmes y perdurent. « Au point où on en est rendu, les coquerelles ne font même plus partie des priorités », dit Abdou.

C'est que les problèmes sont multiples. Rats, souris, infiltrations d'eau, déchets répandus par la vermine et les ratons laveurs, qui ont libre accès aux salles où les locataires entassent leurs détritus. Dans certains cas, l'insalubrité est totale. La Ville a fait démolir un immeuble en 2003. Deux autres sont condamnés.

« Les conditions de logement observées peuvent avoir un impact sur la sécurité respiratoire des locataires », a confirmé une récente inspection de la Direction de la santé publique de Montréal. Il est en effet prouvé que l'exposition aux champignons qui causent les moisissures peut causer de graves troubles respiratoires. Sur le terrain, Abdou voit tous les jours des enfants asthmatiques, et des cas de pneumonies et de bronchites chroniques chez leurs parents.

Fady El Ariss habite depuis 15 ans place de l'Acadie. Il en a vu de toutes les couleurs. Le chauffage est parfois coupé la fin de semaine. Dans sa chambre, le plafond tombe en lambeaux à cause d'un ancien dégât d'eau. La fenêtre est ouverte en tout temps, à cause de l'odeur qui émane du sous-sol de son immeuble, où les appartements sont condamnés. Parce qu'il s'est battu contre le propriétaire à la Régie du logement, il ne paie que 360 $ par mois pour quatre pièces et demie. Mais à quelques centaines de mètres de là, Ahmed Benzekri n'a pas autant de chance : il paie 620 $ par mois pour un appartement semblable.

ENVIRONNEMENT

Montréal : non aux réservoirs de Canterm

BRUNO BISSON

La Ville de Montréal demande au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de rejeter le projet de la société Canterm, qui veut construire 14 grands réservoirs de produits pétroliers à proximité de quartiers résidentiels à Montréal-Est et dans le secteur voisin de Mercier.

Dans un bref mémoire remis discrètement au BAPE vendredi, trois jours après la fin des audiences publiques sur ce projet de 35 millions, la Ville appuie la position des élus de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM), qui ont demandé le retrait du projet.

« Sans vouloir remettre en cause le développement des activités de la Grappe pétrochimique, fortement présente dans l'est de l'île, la Ville de Montréal souhaite que des activités comme le stockage de produits pétroliers s'établissent à une distance adéquate des habitations afin de ne pas mettre en danger les résidants », lit-on dans ce document, présenté comme « addenda » au mémoire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

« Les principaux enjeux ici sont la sécurité et la qualité de vie des citoyens du secteur, conclut la Ville. C'est pourquoi, dans les circonstances actuelles, la Ville de Montréal recommande de ne pas accroître le risque en ajoutant des sources additionnelles de dangers avec l'ajout de réservoirs à proximité de résidences. »

Dans son mémoire au BAPE, l'arrondissement MHM va beaucoup plus loin en recommandant au gouvernement du Québec de légiférer pour imposer des normes de distance entre l'industrie lourde et les milieux résidentiels. Enfin, les élus locaux ont recommandé la création d'un comité avec la municipalité voisine de Montréal-Est pour « planifier la transformation des secteurs situés aux limites des deux municipalités ».

« Les activités de l'entreprise Canterm sont susceptibles de représenter un danger pour la sécurité. L'ajout de nouveaux réservoirs confirme et accentue la présence de ces dernières, qui sont incompatibles avec le milieu environnant. Ce sont les usages autorisés dans l'ensemble du secteur qui doivent donc être mis en question. »

Question de « frontière »

Pour l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, le projet de Canterm « soulève principalement des questions relatives à la planification du territoire ». Il ne favorise pas la cohabitation entre les activités industrielles et la population visée par le plan d'urbanisme de Montréal, tout en étant conforme aux usages prescrits dans le territoire de Montréal-Est.

Au moment où la municipalité de Montréal-Est vient de se « défusionner » de la Ville de Montréal, cette position des élus de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et l'appui de la ville centrale risquent de provoquer de sérieux remous politiques. D'autant plus que les 14 réservoirs doivent être construits sur des terrains situés à Montréal-Est et dans le port de Montréal, sur lesquels la Ville n'a aucune compétence.

L'un des emplacements choisis par Canterm est toutefois à la limite d'un secteur résidentiel du quartier Mercier, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. On veut aussi construire sept réservoirs de 15 mètres de hauteur pouvant contenir un million de barils de produits pétroliers à quelques dizaines de mètres de deux coopératives d'habitation. Les 338 locataires qui y habitent s'y sont installés il y a deux ans, dans le cadre du programme Accès Logis et de l'opération 5000 logements de la Ville de Montréal.

Le projet présenté en janvier dernier a créé une commotion chez les résidants de Mercier-Est et de Montréal-Est. Aux audiences du BAPE, Diane Lemieux et Francine Lalonde, respectivement députées provinciale et fédérale, des groupes socio-communautaires de l'Est (Solidarité Mercier-Est, Comité ZIP Jacques-Cartier), des écologistes (Conseil régional de l'environnement de Montréal, Approche Nature) et la plupart des citoyens qui se sont présentés, ont réclamé le rejet du projet.

En revanche, la semaine dernière, la Ville de Montréal-Est a déjà fait savoir au BAPE qu'elle appuyait le projet de Canterm. Des entreprises et plusieurs associations et regroupements de l'industrie pétrolière (Institut de chimie et de pétrochimie, l'Association québécoise des indépendants du pétrole) et des groupes de promotion économique (Association industrielle de l'Est, Corporation de développement de l'Est), ont pour leur part insisté sur la nécessité d'augmenter les capacités de stockage et de favoriser la commercialisation de carburants plus écologiques (biodiesel, mélanges d'éthanol).

PHOTO MICHEL GRAVEL, ARCHIVES LA PRESSE

Pas évident, de vivre tout près des lieux d'activités pétrolières.

Logements et emplois : les pour et les contre...

Voici quelques extraits de mémoires présentés à la consultation du BAPE sur le projet de 14 réservoirs de produits pétroliers de la société Canterm.

Ville de Montréal-Est

Concrètement, près de 90 % du territoire de Montréal-Est est affecté d'un zonage de catégorie industriel. Notre territoire abrite plus de 230 entreprises qui procurent du travail à plus de 8800 personnes.

Montréal-Est envisage donc de faciliter le développement des industries, ce partenariat étant essentiel à l'atteinte des objectifs de relance économique. (...)

Canterm, par la réalisation de cet important projet, créera des emplois directs et indirects pouvant générer des revenus de 20 millions de dollars par année pour le milieu. Il s'agit d'un projet structurant aux retombées économiques positives, insufflant un nouveau dynamisme dans le respect des exigences. La Ville de Montréal-Est approuve le projet de construction des réservoirs additionnels de Canterm Terminaux Canadiens Inc. puisqu'il rencontre les objectifs du Plan de développement durable en protégeant l'environnement, en maintenant notre capital nature, assurant ainsi la santé et la sécurité de la population.

Santé publique (Montréal)

Le projet de construction de réservoirs additionnels par la compagnie Canterm aura peu d'impacts mesurables sur la santé de la population du secteur pour les volets de qualité de l'air et du bruit ambiant.

Cependant, nous devons constater que le niveau du bruit ambiant est déjà élevé (entre 59 et 66.5 dBA le jour et 51 et 62,5 dBA la nuit). Avant même l'implantation des nouveaux réservoirs, il se situe au-dessus des critères définis par l'Organisation mondiale de la santé et par le ministère du Développement durable, de l'environnement et des Parcs, pour éviter les nuisances.

Nous croyons aussi que des efforts doivent être faits par les autorités qui ont juridiction dans ce domaine pour créer des zones tampons ou mettre en place des talus à chaque fois que cela est possible, comme par exemple lorsque des terrains deviennent vacants.

La construction de nouvelles habitations dans les zones à risque devrait aussi être mieux balisée.

Groupe pétrolier Olco

(Olco est le premier actionnaire de Canterm.)

L'ouverture sur le marché international de compagnies indépendantes comme Olco permet d'assurer une saine concurrence sur le marché canadien. Cette concurrence n'est possible que s'il existe un marché vigoureux de distribution indépendante et si les compagnies indépendants possèdent une capacité d'importation, et des installations suffisantes pour entreposer dans des conditions sécuritaires des produits pétroliers de l'étranger. Or, Canterm offre cette possibilité.

Canterm occupe des espaces qu'elle détient à titre de propriétaire, ou de locataire occupant en ce qui concerne la Section 94 du Port de Montréal. Ces terrains ont été utilisés pour des activités industrielles depuis plusieurs décennies.

Nous croyons que ce projet est important d'un point de vue économiques et d'un point de vue environnemental. (...) C'est un virage que Montréal et le Québec tout entier ne peuvent se permettre de rater.

Mexico : de l'eau quelques heures par semaine

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

MEXICO — En rentrant dans sa maison d'Iztapalapa, faubourg populaire du sud de Mexico, Alba Maya se penche toujours sur son arrivée d'eau. On ne sait jamais. « Parfois on a un jus brunâtre, ou alors de l'air sous pression qui fait tourner le compteur sans nous livrer la moindre goutte. » Aujourd'hui, il ne se passe rien. Alba devra une fois de plus acheter des bonbonnes d'eau potable pour la cuisine, la boisson, et compter sur sa citerne personnelle pour tous les autres usages.

Cette pénurie, quasi quotidienne, pourrait être un cas d'école pour les participants au quatrième Forum mondial de l'eau qui a lieu jusqu'à mercredi à Mexico. Cette agglomération de 22 millions d'habitants a en effet toutes les tares : la surexploitation des nappes phréatiques provoque l'enfoncement de quartiers entiers ; les pluies se déversent directement dans les égouts, saturant des stations d'épuration qui traitent à peine 6 % des eaux usées ; un tiers de l'eau produite, enfin, disparaît dans les fuites de canalisation, entraînant des coupures sans fin.

Face à ce chaos, les *Chilangos*, surnom des habitants de la capitale mexicaine, ne sont pas tous logés à la même enseigne. « Le problème n'est pas d'amener plus d'eau dans la ville, mais de la distribuer plus équitablement, dénonce la députée Clara Brugada. Les autorités ne veulent pas réduire le service dans les zones riches, où il n'y a jamais de coupures. Sur les deux millions d'habitants d'Iztapalapa, en revanche, 500 000 sont touchés. »

À force de manifester devant la Commission nationale de l'eau ou d'occuper les citernes municipales, ces oubliés ont obtenu quelques avancées, comme un système de rotation qui garantit à chacun d'être mis « sous pression » une demi-journée par semaine. « Nous avons de l'eau le lundi. Dans le quartier voisin, c'est le mardi... quand tout fonctionne bien, remarque Alba Maya. » Parfois, il y a une pénurie que les camions-citernes envoyés par la mairie n'arrivent pas à soulager. « Les gens se battent pour qu'ils s'arrêtent devant chez eux. Alors les chauffeurs ont compris : pour avoir de l'eau, il faut payer », déplore une autre mère de famille.

Les autorités ne veulent pas réduire le service dans les zones riches, où il n'y a jamais de coupures.

L'eau, nouvel or bleu de Mexico, est de fait au centre d'une économie prospère. Dans la rue Emiliano-Zapata, où habite Alba, les riverains doivent parfois affréter leur propre camion-citerne, soit 10 000 litres pour 30 $ US. Depuis 2004, le Mexique est par ailleurs le deuxième marché mondial de l'eau en bouteille, juste derrière les États-Unis. Selon l'Institut mexicain des statistiques, 29 % de la population a recours à cette solution, pour un coût moyen de 120 $ US par an. Cette dépense, qui pèse de plus en plus lourd sur le budget des familles d'Iztapalapa, fait le bonheur de Danone, Coca-Cola ou Nestlé, mais aussi de 6000 petits producteurs locaux, comme Maximino Salina.

À deux pas de la rue Emiliano-Zapata, ce quinquagénaire a ouvert Maxi Purificada, une entreprise qui tient tout entière au rez-de-chaussée d'une maison. « L'eau arrive par camion-citerne d'un puits situé à moins d'une heure de route, explique-t-il en guettant l'arrivée du prochain convoi. Nous la stockons, nous la filtrons et nous l'embouteillons le jour même. »

VINCENT MARISSAL

Le prof Coffin

Quand le juge Jean-Guy Boilard a condamné Paul Coffin en septembre à prononcer des conférences sur l'éthique en affaires dans les universités, la nouvelle a été accueillie soit par un immense éclat de rire, soit par une forte indignation, selon le degré de cynisme des gens, mais elle n'a laissé personne indifférent.

Un publicitaire condamné pour fraude dans le scandale des commandites (il a aussi écopé deux ans à purger dans la communauté) devant les futurs gestionnaires ? Pourquoi pas inviter Todd Bertuzzi à diriger les ateliers *Fair-play et respect de l'adversaire* dans les écoles de hockey, pendant qu'on y est ?

Ne riez pas. Les universités et les collèges trouvent l'idée très bonne. Au point où Paul Coffin, reconnu coupable d'avoir fraudé le gouvernement fédéral pendant cinq ans pour une somme d'environ deux millions, est devenu un conférencier recherché.

Le mois dernier, il était même l'une des principales têtes d'affiche d'un forum sur le leadership organisé par l'Université d'Ottawa dans le cadre du programme *Executive MBA*. On lui avait confié l'atelier *Éthique et transparence* », qu'il a animé avec brio, dit-on, devant une quarantaine de gestionnaires triés sur le volet par l'Université parmi les grandes entreprises de la région d'Ottawa et même dans l'appareil gouvernemental fédéral. Mais ne demandez pas qui : l'Université d'Ottawa, visiblement embarrassée par l'affaire, refuse d'en dire plus sur l'identité des participants à ce forum destiné au milieu des affaires.

Pourtant, le site Internet de l'école de gestion présente fièrement ses conférenciers, dont Don Smith, PDG de Mitel, Rod Bryden, PDG de PharmaGap et ancien propriétaire des Sénateurs d'Ottawa, et, le clou du forum, Paul Coffin, présenté ainsi : Paul Coffin, consultant de Montréal, scandale des commandites/commission Gomery. C'est vrai que ça fait plus chic que : Paul Coffin, Coffin communication, fraudeur du programme des commandites/témoin vedette de la commission Gomery.

Paul Coffin, reconnu coupable d'avoir fraudé le gouvernement fédéral pendant cinq ans pour une somme d'environ deux millions, est devenu un conférencier recherché.

Dans une première entrevue, la semaine dernière, la relationniste de l'Université d'Ottawa, Elizabeth Costello, a décrit avec émotion le témoignage très senti et poignant de M. Coffin. « C'était très émouvant, M. Coffin a expliqué ce qu'il a vécu. Vous savez, on ne devient pas criminel du jour au lendemain, c'est un lent processus. C'est ça qu'il a expliqué et c'est important pour comprendre que la transparence commence par les individus dans une organisation. »

Il paraît que les gestionnaires invités avaient le « motton » dans la gorge. Mais, encore là, vous n'en saurez pas plus parce que, depuis la semaine dernière, l'Université s'est refermée comme une huître. « J'ai reçu instruction de ne plus commenter ce dossier, a platement laissé tomber Mme Costello jeudi. Je ne veux rien ajouter qui pourrait influencer la révision de sa peine. »

Voilà le noeud de l'affaire : la révision par la Cour d'appel de la peine imposée à Paul Coffin par la Cour supérieure en septembre. Si les universités sont ravies d'accueillir M. Coffin dans leurs salles de cours, la Couronne, elle, préférerait le voir entre les murs d'une prison. C'est pourquoi elle a interjeté appel de la peine devant la Cour d'appel, qui devrait trancher en mai.

En plus de la peine de deux ans à purger dans la communauté, M. Coffin s'était vu imposer un couvre-feu les jours de semaine et avait été condamné à prononcer les fameuses conférences. Il a aussi remis un million au gouvernement fédéral.

Paul Coffin a fait un passage remarqué à l'Université McGill l'automne dernier. Mais comme sa peine est en révision, il n'est plus tenu de poursuivre sa nouvelle carrière de conférencier. Qu'à cela ne tienne, le prof Coffin semble y prendre goût. Outre McGill et Ottawa, il a aussi offert ses services au collège Dawson, où il a également fait un tabac en février devant 135 élèves du cours sur l'éthique en affaires, dit-on.

Ce dévouement n'est pas complètement désintéressé, évidemment. M. Coffin n'est pas payé pour ses conférences, mais son avocat veille tout de même à faire signer un papier à ceux qui l'accueillent, question de démontrer à la Cour la bonne foi de son client.

La rédemption par l'université, voilà un débouché intéressant. À quand une conférence commune de Paul Coffin, Jean Brault et Chuck Guité ?

À beau dire vrai qui vient de loin

Le dicton veut que celui qui vient de loin a beau mentir, mais dans le cas de Simon Anholt ce serait plutôt : a beau dire vrai qui vient de loin.

Le spécialiste du *branding* des villes a dit au collègue Nicolas Bérubé que la route entre l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau et le centre-ville est tellement moche qu'il croyait avoir atterri au Kazakhstan.

La comparaison est brutale, certes. C'est un peu comme se faire dire que l'on est défiguré parce que l'on a un bouton sur le nez. N'empêche, M. Anholt a raison. Montréal a un bouton sur le nez et il a mis le doigt dessus.

L'aéroport et ses alentours, c'est la première chose que l'on voit quand on débarque quelque part. Comme disent les Anglais : on n'a qu'une chance de faire une première impression. Celle que laisse Montréal n'est pas à la hauteur de la réputation que l'on voudrait avoir.

Au point où, comme Montréalais, on se sent souvent gêné quand on revient à la maison.

Et encore, M. Anholt n'a pas parlé du bordel permanent dans l'aérogare, de l'impossibilité de trouver un café digne de ce nom une fois que l'on a passé la sécurité, du fouillis aux carrousels de bagages, des taxis déglingués et de leurs chauffeurs mal engueulés qui ne parlent parfois ni français ni anglais.

Bien sûr, on peut rejeter les critiques de Simon Anholt d'un revers de main, mais comme on se gargarise quand des gens comme lui classent Montréal dans le top 5 de leur palmarès, il faudrait être cohérent et au moins prendre quelques notes.

Espérons seulement qu'il ne verra pas aussi le bassin Peel, l'autoroute Bonaventure, le quartier Saint-Michel à hauteur de la Métropolitaine, les boulevards Henri-Bourassa et Crémazie, les silos du Vieux-Port...

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

Le chef du PLC sera choisi le 2 décembre

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Parti libéral du Canada doit reconquérir le coeur des Québécois s'il veut reprendre le pouvoir un jour. Voilà pourquoi le chef du PLC sera choisi à Montréal le 2 décembre, ont annoncé hier les dirigeants du parti.

La course à la succession de Paul Martin, qui a démissionné de son poste de chef en fin de semaine, est donc lancée. La grande majorité des candidats attendaient d'ailleurs que les dirigeants du parti lèvent le voile sur les modalités de la course avant de plonger.

Certains pourraient confirmer leurs intentions dès cette semaine. Bob Rae, ancien premier ministre néodémocrate de l'Ontario, ferait partie de ce groupe, selon des informations ayant circulé la semaine dernière.

En tout, une douzaine de candidats pourraient se lancer dans la course. Les autres candidats qui mesurent leurs appuis sont les anciens ministres libéraux Denis Coderre, Stéphane Dion, Scott Brison, Belinda Stronach, Maurizio Bevilacqua, John Godfrey, Ken Dryden, Ralph Goodale et Joe Volpe.

Le nouveau député libéral Michael Ignatieff, intellectuel de Harvard qui est rentré au pays l'an dernier et qui épouse l'héritage de Pierre Trudeau, de même que Gerard Kennedy, actuel ministre ontarien de l'Éducation, évaluent aussi leurs chances. Jusqu'ici, seule Martha Hall Findlay, avocate de Toronto, a annoncé son intention de briguer la direction du PLC.

Le parti a également annoncé hier que les candidats ne pourront pas dépenser plus de 3,4 millions de dollars pour faire la cour aux militants libéraux. La limite était de quatre millions de dollars lors de la course au leadership de 2003 remportée facilement par Paul Martin. Enfin, tous ceux qui veulent être candidats devront payer des frais d'inscription de 50 000 $ au parti, soit 25 000 $ de moins qu'en 2003.

« Nous avons pris des décisions importantes afin d'assurer une course à l'investiture juste et démocratique », a affirmé hier Steven MacKinnon, directeur national du Parti libéral.

Participant au défilé annuel de la Saint-Patrick, hier, dans les rues de Montréal, la richissime députée Belinda Stronach a salué les nouvelles règles adoptées.

« Les règles pour la prochaine course au leadership démontrent que le parti est bien vivant et est prêt à entreprendre les prochaines étapes pour se renouveler », a-t-elle affirmé dans un communiqué de presse. Elle a aussi dit poursuivre sa réflexion.

Constat brutal

Mais en confirmant le choix de Montréal, hier, les membres de l'exécutif national du parti ont fait un constat brutal. Le PLC est dans un piteux état au Québec.

Tenir le congrès dans la métropole, où sera choisi, selon eux, « le prochain premier ministre du Canada », est la meilleure façon d'entreprendre la lourde tâche de reconstruire le parti.

« Pour le Québec, c'est une excellente nouvelle. Cela indique clairement que la réélection du Parti libéral du Canada passe par le Québec. Cela va nous permettre d'entreprendre la reconstruction au Québec. Cela va aussi la faciliter », a affirmé Robert Fragasso, président de l'aile québécoise du PLC et membre de l'exécutif national.

Aux dernières élections, le Parti libéral n'a remporté que 13 des 75 sièges au Québec, un plancher historique.

Le scandale des commandites a encore fait perdre des plumes aux libéraux. Le Bloc québécois a remporté 51 sièges tandis que le Parti conservateur a confondu les sceptiques en mettant la main sur 10 circonscriptions, dont huit dans la région très francophone de Québec.

Pis encore, les candidats libéraux ont été littéralement boudés par les électeurs francophones.

Sans le Québec, donc, le Parti libéral est presque condamné aux banquettes de l'opposition, comme cela a été le cas du Parti conservateur au cours des dernières années.

Malgré tout, les dirigeants du parti demeurent optimistes. Les libéraux ont remporté 103 sièges aux dernières élections, et Stephen Harper dirige un gouvernement conservateur minoritaire.

Rien n'a toutefois été prévu pour accélérer les choses advenant que le gouvernement Harper trébuche aux Communes avant le 2 décembre et que des élections générales doivent être déclenchées.

Contactez-nous au 1 800 PORSCHE ou sur porsche.com. ©2006 Porsche Cars North America, Inc. Porsche vous recommande de boucler votre ceinture de sécurité et d'observer le code de la route en tout temps. Les prix indiqués sont les prix de détail conseillés par Porsche. Le prix conseillé, avec les options illustrées ci-dessous, est de 63,790 $. Ce prix ne comprend pas les taxes, l'immatriculation, l'enregistrement, les frais de préparation du véhicule par le concessionnaire et les frais de transport. Les prix des concessionnaires peuvent varier. La boîte mécanique à six rapports est de série sur le Cayenne. Les caractéristiques techniques sont données à titre indicatif seulement.

Prenez le volant, appuyez sur l'accélérateur et vous ressentirez ce que chaque pilote de Porsche a ressenti avant vous. Un véhicule fait pour dominer la route. Une caractéristique affinée par chacun de nos triomphes. Et par chaque victoire subséquente. De celles qui consistent à transformer une série d'obstacles en route pittoresque et une destination en ligne d'arrivée. Porsche Cayenne. Rien ne peut s'y comparer.

**Inspiré par les 24 Heures du Mans.
Et par 30 minutes de trajet quotidien.**

Le Cayenne. À compter de 60 100 $.

PORSCHE

3382069A

3382206

ACTUALITÉS

MOYEN-ORIENT
Retrouvez tous les articles d'Agnès Gruda envoyée spéciale en Israël sur **www.cyberpresse.ca**

Les Irlandais savent faire la fête

MALORIE BEAUCHEMIN

Les Irlandais ont prouvé une fois de plus, hier, qu'ils savent faire la fête.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient massées le long de la rue Sainte-Catherine, au centre-ville de Montréal, pour voir les 10 000 participants du défilé, Irlandais de souche ou d'adoption, danseurs, acrobates, musiciens ou politiciens.

Alors que la fête de la Saint-Patrick marque habituellement le début du printemps, c'est une alternance de flocons et de soleil timide qui a accompagné le défilé, qui a duré plus de trois heures.

Heureusement, la « reine » du défilé, Courtney Mullins, était bien habillée pour affronter le froid. « Quand on voit autant de monde réuni pour célébrer, on n'a pas le choix d'être fier de ses racines irlandaises », a déclaré l'étudiante de 22 ans.

Entre les effluves de bière et la musique celtique, on a pu apercevoir la députée libérale Belinda Stronach, qui participait à son premier défilé montréalais au moment même où était lancée, à Ottawa, la course à la direction du Parti libéral du Canada.

« C'est une des choses merveilleuses à propos du Canada, on peut célébrer les différents héritages et les différentes cultures », a déclaré Mme Stronach, qui a refusé de révéler à *La Presse* si elle allait se porter candidate. « Je n'ai pas encore pris ma décision », a-t-elle expliqué.

Non loin de Mme Stronach se trouvaient le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, le chef de l'opposition à la Ville de Montréal, Pierre Bourque, et le maire Gérald Tremblay, qui s'est réjoui de voir tant de Montréalais participer et assister à la célébration.

Pour la deuxième année, la communauté juive étaient représentée, tout comme plusieurs communautés culturelles.

Le directeur de l'organisation, Ken Quinn, a d'ailleurs vanté les mérites d'un défilé « inclusif ». « C'est une célébration pour tout le monde », a-t-il dit. On estime que 40 % des Canadiens ont du « sang vert ». Le défilé montréalais, organisé depuis 1824, détient le record de longévité en Amérique du Nord.

Mais un défilé de la Saint-Patrick n'en serait pas un sans l'alcool, qui a coulé à flots, les spectateurs profitant de l'ambiance festive pour se réchauffer avec un verre, parfois plus.

Certains commerces servaient même de la bière par la fenêtre directement aux passants, a constaté *La Presse*.

La police a arrêté 10 personnes, la plupart pour ébriété sur la voie publique, pour avoir troublé la paix, pour méfait ou pour vente d'alcool sans permis. Les contrevenants ont reçu des contraventions en vertu du règlement municipal.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Le défilé montréalais, organisé depuis 1824, détient le record de longévité en Amérique du Nord.

Baromètre des professions

Les juges à la hausse, les politiciens à la baisse

MARIO GIRARD

Les juges doivent une fière chandelle à leur confrère John Gomery. Grâce à ce sympathique magistrat, leur profession connaît une remontée dans le coeur des Canadiens. En revanche, les effets du scandale des commandites font chuter les politiciens.

Véritable tradition du mois de mars, le Baromètre des professions les plus admirées au pays, compilé par la firme Léger Marketing, révèle que 78 % des Canadiens font désormais confiance aux juges. Il s'agit d'une augmentation de six points de pourcentage par rapport à l'an dernier.

« Il est clair que la grande popularité du Juge Gomery a eu une influence, dit Christian Bourque, responsable de l'étude. C'est l'un des rares juges que les gens reconnaissent. De plus, ses apparitions à l'émission *Infoman* ont fait de lui quelqu'un d'extrêmement sympathique. »

Encore une fois cette année, ce sont les politiciens qui arrivent bon derniers avec un désolant 14 %, soit une baisse de deux points par rapport à 2005. C'est au Québec que les politiciens obtiennent le plus bas score, avec 10 %. « Le scandale des commandites leur a fait prendre toute une débarque, dit Christian Bourque. Ils se défendent souvent en disant que c'est à cause des médias. Mais là, ils sont allés chercher eux-mêmes ce score. »

Comme on devait s'y attendre, les pompiers arrivent encore en tête avec un impressionnant taux de 96 %. Ils sont suivis par les infirmières (95 %), les fermiers (92 %), les médecins (89 %) et les enseignants (88 %).

À la suite du débat entourant les approches dites « lucides » et « solidaires », Léger Marketing a eu l'idée de soumettre pour la première fois cette année la profession d'économiste à la population. Résultat : celle-ci va chercher 62 %.

Léger Marketing tient à préciser que ce sondage porte sur le degré d'admiration.

Le sondage, rendu public aujourd'hui, a été mené auprès de 1500 Canadiens entre le 14 et le 19 février. La marge d'erreur est de 2,6 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

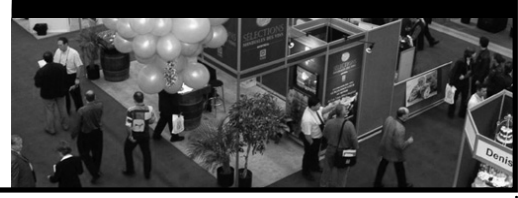
VOTRE COTE D'AMOUR POUR LES...

Pompiers 96 %
Infirmières 95 %
Fermiers 92 %
Médecins 89 %
Enseignants 88 %
Ingénieurs 88 %
Policiers 81 %
Juges 78 %
Notaires 75 %
Banquiers 72 %
Gens d'église 64 %
Économistes 62 %
Journalistes 49 %
Avocats 48 %
Publicitaires 40 %
Syndicalistes 38 %
Vendeurs d'automobiles 19 %
Politiciens 14 %

LASIK MD VISION
CORRECTION DE LA VUE AU LASER
Plus de 300,000 corrections de la vue au laser au Canada
GRANDE OUVERTURE À BROSSARD
$390 À partir de /oeil*
Informez-vous sur notre politique du plus bas prix garanti.
CONSULTATION SANS FRAIS
(514) 845-1515
Ouvert 7 jours par semaine
BROSSARD NOUVEAU
1850, avenue Panama
Bureau 410
(à côté du Mail Champlain)
MONTRÉAL
1250, boul. René-Lévesque Ouest
Métro Bonaventure
LAVAL
Édifice BDC
2525, boul. Daniel-Johnson
(à côté du Carrefour Laval)
* Promotion valide jusqu'au 31 mai 2006. Les prix peuvent varier selon la prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.
L'excellence à votre portée
Choix # 1 des canadiens: plus de gens ont choisi LASIK MD que toute autre clinique au Canada
Laser Bausch & Lomb Z100: la technologie la plus avancée, exclusive à LASIK MD Montréal
Nos médecins sont parmi les plus renommés et expérimentés au monde
Dr Pierre Demers, MD, FRCSC 20,000 procédures
Dr Avi Wallerstein, MD, FRCSC 35,000 procédures
Dr Mark Cohen, MD, FRCSC 35,000 procédures
Sans frais (866) 393-1515
www.lasikmd.com
Halifax • Montréal • Ottawa • Kingston • Toronto • London • Windsor • Edmonton • Calgary • Vancouver
3386910A

INFINITI La route du prestige à Montréal

LA BERLINE G35x 2006 À TRACTION INTÉGRALE D'INFINITI.
Moteur V6 à DACT de 3,5 litres | 280 chevaux | Vitesses automatiques 5 rapports avec mode manuel et correspondance du régime en rétrogradation | Système de traction intégrale ATTESA E-TS MC | Dessus de siège en cuir et sièges avant chauffants | Sonorisation Bose MD avec changeur de six CD au tableau de bord et MP3
Taux de location à partir de 3,9% *
3387828
*Location d'une berline G35x à traction intégrale 2006 (G4XG76 AA00) neuve. Taux de 3,9 % pour un contrat de location de 39 mois. Le versement mensuel est de 399,00 $ avec un acompte de $8 400 $, RDPRM de 77 $ et première mensualité payables au début du bail. Renonciation au dépôt de sécurité. Les locations sont établies en fonction d'un kilométrage maximal de 24 000 km par année avec des frais de kilométrage excédentaire de 0,15 $/km (0,10 $/km si payé au moment de la signature du contrat). L'obligation totale du contrat de location s'élève à 25 525,00 $. Les frais de transport et de préparation de 1 564,00 $, les frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et les taxes sont en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. Il se peut que le concessionnaire soit obligé de faire une commande ou un échange. L'offre, conditionnelle à l'admissibilité du client au crédit, est en vigueur pour une durée limitée par le biais des services financiers d'Infiniti. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Pour plus de détails, rendez vous chez votre concessionnaire Méridien Infiniti.
4000, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
(514) 731-7977, meridieninfiniti.com
MÉRIDIEN INFINITI
GROUPE LUCIANI
3387670A

Salon des vins et spiritueux de Montréal
23 au 26 mars 2006
Palais des congrès de Montréal
LA PRESSE
www.salondesvins.com

3390283A

SUITE DE LA UNE

Dans un taudis près de chez vous

TAUDIS
suite de la page A1

« Entendre le silence, je ne suis pas capable. » Vous vous en doutez, Paul a de très gros problèmes. Il s'est retrouvé à plusieurs reprises aux urgences d'un hôpital psychiatrique.

Et pourtant... Il y a trois ans à peine, il avait un boulot dans une commission scolaire. Un logement tout à fait convenable dans Montréal-Nord. Une conjointe. Après une grosse dépression, quelques épisodes de psychose, il a tout perdu. « J'ai loué la première chose que j'ai trouvée. » On lui a expliqué que les portes voisines étaient des appartements « en rénovation ». Il n'a pas posé de questions. Après quelques jours, il a réalisé ce qu'il avait loué. « Une cabane à chien serait mieux qu'ici. »

Après un séjour à l'hôpital, il y a quelques semaines, il a appris qu'un inspecteur de la Ville avait officiellement condamné son logement. Sauf qu'il n'a pas vraiment d'autre endroit où aller.

Alors il reste dans son taudis.

////////////////////////

L'histoire de Paul n'est pas un cas unique. Les chiffres du dernier recensement nous apprennent que près de 9 % des logements de Montréal, soit environ 46 000, nécessitent des « réparations majeures », un euphémisme derrière lequel se cachent souvent des taudis. Dans Parc-Extension, une étude de la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal a établi, en 2004, que 20 % des logements étaient potentiellement problématiques. « Il faudrait avoir un inventaire des logements insalubres puisqu'on ne connaît pas l'ampleur exacte du problème », dit Norman King, de la DSP de Montréal. Une chose est sûre : depuis 2003, les plaintes pour insalubrité émanant de locataires montréalais ont plus que doublé à la Régie du logement.

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Une des nombreuses colocataires d'un HLM du centre-ville de Montréal.

Immigrés, assistés sociaux, familles nombreuses démunies se retrouvent dans ces logis minables parce qu'aucun autre propriétaire n'accepte de les prendre, ou alors parce qu'ils ne trouvent pas de logement abordable. Il faut dire que, en cinq ans, le loyer moyen d'un quatre pièces a bondi de 21 % à Montréal.

Certains propriétaires profitent de cette situation pour se bâtir de petits empires. Ils achètent des immeubles déjà décrépits, y réalisent un minimum de travaux, augmentent les loyers. Ces gros promoteurs utilisent tous les moyens à leur disposition pour éviter de faire de coûteux travaux sur leurs propriétés.

Résultat : certains immeubles, comme ceux de la place de l'Acadie et de la place Henri-Bourassa, dans le quartier Bordeaux-Cartierville, sont dans les dossiers de la Régie du logement et de la Ville de Montréal depuis déjà près de 10 ans. Sans qu'on y voie la moindre amélioration.

Et il se trouve toujours des immigrés de fraîche date acculés au mur pour louer ces appartements infestés de blattes et de souris, où l'air chargé d'humidité est parfois irrespirable. « Si j'avais su, je ne serais jamais venu dans cette cité », dit Ahmed Benzekri, algérien d'origine, qui emploie un terme bien propre à la France pour décrire ces enclaves de misère.

Et, comme en banlieue de Paris, la situation y est parfois explosive. Dans le quartier Saint-Léonard, aucun chauffeur de taxi, aucun livreur de pizza n'accepte plus de se rendre au Domaine Renaissance, un parc d'immeubles à problèmes niché au coeur de ce quartier propret. Même les inspecteurs de la Ville qui le visitent ne sont pas rassurés. « Vous savez, c'est très facile de tomber dans un guet-apens dans cet endroit », explique Mario Duchesne, chef du service d'inspection de l'arrondissement de Saint-Léonard.

Et cela se passe, peut-être, tout près de chez vous.

EN BREF

Québec solidaire : vandalisme

Pas toujours facile d'afficher ses convictions politiques. Alexandre Warnet, membre du parti Québec solidaire, l'a appris à ses dépens vendredi soir dernier. Sa voiture, ornée d'autocollants aux couleurs du parti Québec solidaire, a été vandalisée. Elle était garée dans le secteur Vimont à Laval. Des malfaiteurs ont fait éclater les pneus avec une perceuse et couvert la voiture d'oeufs. Le propriétaire a porté plainte à la police de Laval.
La Presse

Mystère à TVA

Une histoire digne d'une série fantastique s'est déroulée ce week-end dans les bureaux de TVA. Samedi soir, vers 23 h 30, des agents de sécurité ont reçu l'appel d'un homme se disant en détresse. Les agents ont d'abord cru que l'homme se trouvait à l'intérieur de l'édifice et ont alerté les policiers. Ceux-ci, après une fouille des lieux, sont repartis bredouilles. Mais, quelques heures plus tard, les agents ont découvert, dans un bureau, une chaise et un ordinateur enrubannés. Ils ont rappelé les policiers. Après vérification, on a conclu que ce geste n'était que le fruit du hasard et que c'était une blague. Les policiers et les agents on a conclu que l'appel pouvait provenir de l'extérieur, de quelqu'un qui ne travaille pas à TVA.
Mario Girard

Routes : au moins quatre morts

Au moins quatre personnes ont perdu la vie sur les route du Québec au cours du week-end. Deux femmes âgées de 53 et 61 ans sont mortes dimanche dans un accident survenu sur la route 155, en Mauricie. Une camionnette qui arrivait en sens inverse a percuté de plein fouet la voiture dans laquelle se trouvaient les victimes. Un accident de VTT a fait un mort en fin de soirée samedi à Saint-Sylvestre, dans la région de Chaudière-Appalaches. Un homme de 55 ans s'est tué dans une embardée, après avoir raté une courbe, dans un rang. Un bon samaritain qui voulait aider un automobiliste en panne sur le bord de la route 169 a été fauché par une minifourgonnette, vendredi soir, à Hébertville-Station, au Lac-Saint-Jean. L'homme est mort sur le coup. PC

epidermabrasion MC
Le traitement suprême
pour adoucir rides et ridules
en un clin d'œil...
La direction médicale d'Epiderma a perfectionné un procédé à l'abri de tout risque pour la santé.

EPIDERMA MC
parce que je pense à moi

Plus de 75 cliniques et centres de traitements
www.epiderma.ca 1 877 EPIDERMA (374-3376)

BLAINVILLE : 31, boul. de la Seigneurie Est, bureau 205
GATINEAU : 365, boul. Gréber, bureau 101
GREENFIELD PARK : 4896, boul. Taschereau, bur. 280 (voisin du restaurant Bâton Rouge)
KIRKLAND : Place Grilli, 3535, boul. Saint-Charles, bureau 404
LAVAL/CHOMEDEY : 1435, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 607 (angle McNamara)
LAVAL/STE-DOROTHÉE : 3, boul. Samson
MONTRÉAL : 999, de Maisonneuve Ouest (angle Metcalfe) Peel
MONTRÉAL : 255, Crémazie Est, bur. 80 (angle Henri-Julien) Crémazie
SAINT-HYACINTHE : 3070, boul. Laframboise, bureau 1300 Nouvelle adresse !
SAINT-LÉONARD : 6359, boul. Jean-Talon Est, bureau 203 (angle Langelier)
SHERBROOKE : 2655, King Ouest, bureau 124
TERREBONNE : 950, montée des Pionniers, bur. 390 (voisin de l'Hôpital Pierre LeGardeur)
TROIS-RIVIÈRES : 5195, boul. des Forges, bureau 104

3385256A 3385259

Vous trouverez beaucoup plus VROUM-VROUM
mazda

AU-NORD
MAZDA DUVAL
www.mazdaduval.com
Sortie 95, autoroute 20, Boucherville
www.mazdablainville.com
mazda blainville
Sortie 25, autoroute 15, Blainville
AU-SUD

mazda 3
GX 2006
LOUEZ À PARTIR DE
198 $
PAR MOIS POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL 2 495 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda 3
SPORT GS 2006
LOUEZ À PARTIR DE
234 $
PAR MOIS POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL 2495 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda 6
GS 4 CYL. 2006
LOUEZ À PARTIR DE
295 $
PAR MOIS POUR 60 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL 0 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

VENEZ NOUS VOIR POUR UN ESSAI ROUTIER

PRÊT ☑ À ROULER NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE DE PLUS, VOUS RECEVREZ DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
✓INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON ✓PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE ✓GARANTIE LEADERSHIP MAZDA
RENSEIGNEZ-VOUS SUR NOTRE REMARQUABLE. GARANTIE COMPLÈTE.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

Photo à titre indicatif. * Taxes, RDPRM et immatriculation en sus. Location 20 000 km/an, 0,12 $ du km excédentaire

AU-NORD
Ligne de Montréal (514) 875-3938
(450) 437-8000
www.mazdablainville.com
738 Boul. Labelle, Blainville

Ligne de Montréal (514) 990-9164
(450) 449-7929
www.mazdaduval.com
1540 rue Ampère, Boucherville
AU-SUD

3376142

SUITES DE LA UNE

Les soldats canadiens remettront leurs prisonniers au gouvernement afghan

PRISONNIERS
suite de la page A1

En 2002, deux hommes identifiés comme membres d'Al-Qaeda, arrêtés par l'armée canadienne en mer d'Oman, avaient été remis aux États-Unis et transférés à Guantanamo. Les organismes de défense des droits de l'homme avaient alors accusé le gouvernement canadien de ne pas se préoccuper des sévices que risquaient de subir les prisonniers détenus dans cette base navale.

Du même souffle, le ministre de la Défense a une fois de plus balayé du revers de la main toute possibilité de soumettre le prolongement de la mission au vote de la Chambre, comme le réclament les néo-démocrates.

« Si nous songeons à nous aventurer dans un autre pays dans le cadre d'une nouvelle mission, nous allons nous tourner vers le Parlement et passer au vote, assure Gordon O'Connor. Mais, dans ce cas-ci, il s'agit du prolongement d'un engagement pris en décembre 2001 », a-t-il rappelé. La décision a été prise par le gouvernement libéral.

Le ministre a également insisté pour dire que la mission canadienne en Afghanistan ne prendra pas les allures de l'opération en Irak où l'armée américaine continue de subir de lourdes pertes. Il tente ainsi de faire taire les critiques voulant que les troupes canadiennes n'aient aucune stratégie pour éventuellement quitter le pays.

L'opposition divisée

Par ailleurs, les partis d'opposition sont divisés quant à l'importance d'un vote en Chambre sur le bien-fondé de cette mission. À preuve, Stéphane Dion, critique libéral en matière d'affaires étrangères, a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de la présence canadienne en Afghanistan. « Nous nous opposons à l'idée d'un vote, car nous ne devons pas revenir sur une décision qui a déjà été prise quand il s'agit d'une importante mission, a soutenu hier M. Dion sur les ondes de CTV. Nous devons être sur place. »

Mais la députée néo-démocrate Alexa McDonough ne voit pas les choses sous le même angle. Elle souligne que les enjeux de la mission ont changé. Elle soutient que l'opération devait au départ se dérouler sous l'égide de l'OTAN, ce qui n'est plus le cas, selon elle. M^me^ McDonough estime donc qu'il est primordial de débattre de la question en Chambre.

Le Bloc et l'avenir

S'il exige un débat, le Bloc demande pour sa part au gouvernement de s'engager, dans le discours du Trône, à ce que les prochaines missions soient précédées d'un vote. Si le premier ministre Stephen Harper répond à cette demande, le parti souverainiste n'exigera pas un vote sur la présente mission, même s'il juge que ce serait préférable.

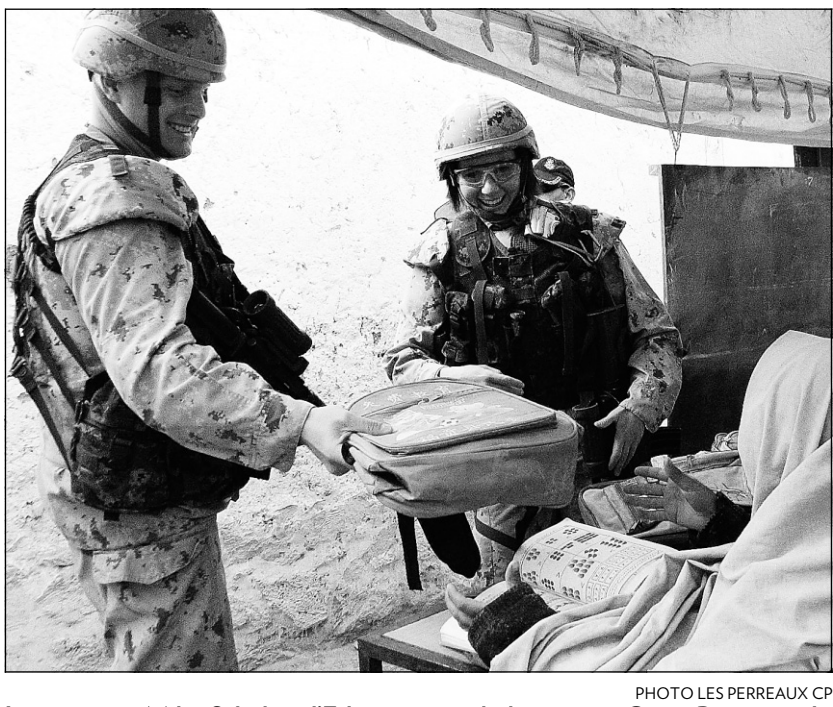


PHOTO LES PERREAUX CP

Le capitaine Mike Schultz, d'Edmonton, et le lieutenant Gwen Bourque, de Martensville, en Saskatchewan, distribuent des sacs garnis de matériel scolaire à des enfants fréquentant l'école tribale Kabayal à Kandahar, en Afghanistan. L'école avait fait l'objet d'un attentat en début d'année.

Totalement *C.R.A.Z.Y.*

C.R.A.Z.Y.
suite de la page 1

Mais nous ressentions quand même un pincement pour les équipes des autres films, tant celles qui étaient en lice que celles qui n'ont pas été invitées à la fête. La grande vague consensuelle a tout emporté sur son passage.

« On souhaiterait peut-être qu'il y ait plus d'ex aequo ce soir ! » a d'ailleurs lancé Charles Binamé quand il est monté sur scène pour aller chercher le Jutra du meilleur documentaire grâce à *Gilles Carle ou l'indomptable imaginaire*, un prix qu'il a partagé avec Sylvie Groulx, la réalisatrice de *La Classe de Madame Lise*.

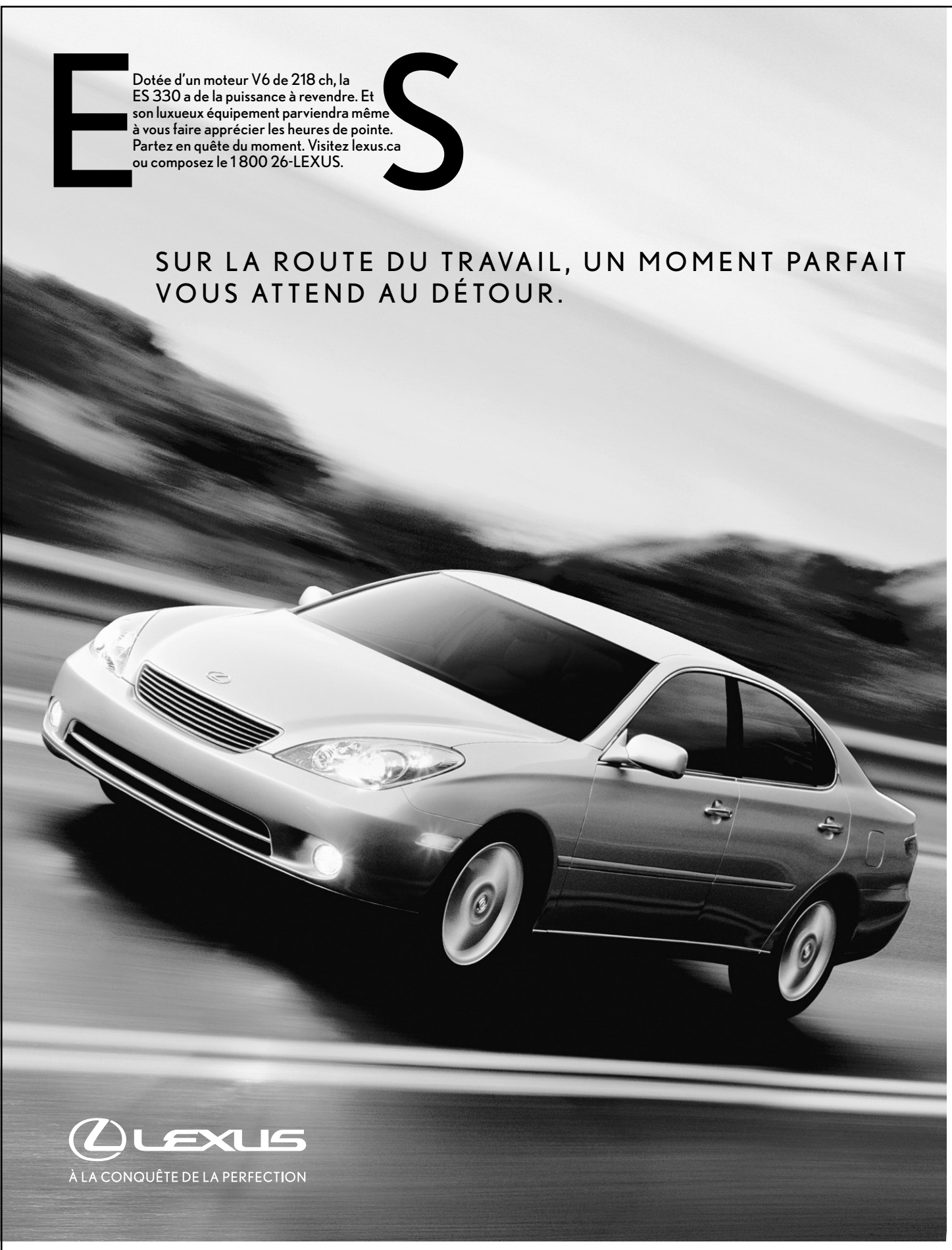
L'histoire ne dit pas à quel point le scrutin a été serré dans certaines catégories, mais l'ensemble des résultats laisse deviner un vote massif, taillé d'un seul bloc. Un peu comme si les membres de la profession (environ 1200 d'entre eux ont retourné leur bulletin de vote dûment rempli) voyaient dans le film de Vallée une telle évidence qu'ils ne se sont pratiquement plus posé de questions.

Treize Jutra (sans compter le Billet d'or, ni le prix du film s'étant le plus illustré hors Québec), c'est plus qu'énorme, c'est fou. C'est quatre de plus que *Le Violon rouge*, cinq de plus que *Maelström*, six de plus qu'*Un Crabe dans la tête* et *La Grande Séduction*, neuf de plus que *Québec-Montréal*, *Les Invasions barbares* et *Mémoires affectives*.

Forcément, certains artisans méritoires (on pense à Jean-Claude Labrecque, qui a signé l'exceptionnelle photographie de *La Neuvaine*) sont restés sur la touche.

Ainsi, cette soirée qui devait célébrer le succès remarquable du cinéma d'ici dans son ensemble a vite emprunté un sens unique. Ce gala a d'ailleurs dû laisser quelques traces de déception sur son passage. Parlez-en à l'équipe de *Maurice Richard* qui, avec 14 nominations, pouvait quand même espérer mieux que de récolter un beau gros rien.

Cela dit, il serait malaisé de reprocher aux votants leurs élans du coeur. En plébiscitant *C.R.A.Z.Y.* de façon aussi éclatante, il est clair qu'ils ont exprimé leur affection envers un film dont le succès est aussi étonnant que mérité. Mais n'est-ce pas quand même un peu fou ?



lexus.ca

ES 330 2006

• Surfaces des sièges en cuir • Garnitures en bois • Contrôle de la climatisation bizone • Sièges avant à réglages assistés et système de mémorisation • Sièges avant chauffants à intensité variable • Coussins gonflables avant à étages multiples, coussins gonflables latéraux montés dans les sièges avant, coussins gonflables latéraux en rideau pleine longueur • Roues en alliage d'aluminium de 16 po

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE
39 950 $†

LOCATION DE 48 MOIS
3,3 % TAP* 388 $*/MOIS
ACOMPTE DE 7 770 $
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 $*

FINANCEMENT À L'ACHAT
3,3 % TAP**

RX 330 2006

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE
50 500 $†

LOCATION DE 48 MOIS
3,9 % TAP* 448 $*/MOIS
ACOMPTE DE 9 675 $
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 $*

FINANCEMENT À L'ACHAT
3,9 % TAP**

IS 250 2006 À PROPULSION

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE
36 300 $†

LOCATION DE 48 MOIS
6,9 % TAP* 378 $*/MOIS
ACOMPTE DE 6 885 $
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 $*

FINANCEMENT À L'ACHAT
5,4 % TAP**

*†Modèle Lexus ES 330 2006 neuf (BA30GP « D »)/ modèle Lexus IS 250 2006 neuf à propulsion (BK262M « A »)/modèle Lexus RX 330 2006 neuf (HA31UP « R ») à un PDSF de 39 950 $/36 300 $/50 500 $. Transport et préparation (1 775 $), immatriculation, assurances, taxes applicables, redevances, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. *Plans de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle Lexus ES 330 2006 neuf (BA30GP « D »)/ modèle Lexus IS 250 2006 neuf à propulsion (BK262M « A »)/modèle Lexus RX 330 2006 neuf (HA31UP « R ») jusqu'au 31 mars 2006. Location basée sur un terme de 48/48/48 mois, à un TAP de 3,3 %/6,9 %/3,9 % et un PDSF de 39 950 $/36 300 $/50 500 $. Paiement mensuel de 388,01 $/378,01 $/448,00 $ avec acompte de 7 770 $/6 885 $/9 675 $ ou échange équivalent, premier paiement mensuel, dépôt de sécurité de 0 $/0 $/0 $ et frais de transport et de préparation de 1 775 $ exigibles au début du bail. Basé sur un maximum de 96 000 /96 000/96 000 km. Des frais de 0,15 $ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 $ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location) s'appliquent. Coût total de la location à 28 169,57 $/26 804,45 $/32 953,94 $ (incluant acompte, dépôt de sécurité, transport et préparation) et prix de l'option d'achat à 16 779 $/17 787 $/23 230 $. Immatriculation, enregistrement, assurances, taxes applicables, redevances, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. **Plans de financement de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Taux de financement de 3,3 %/5,4 %/3,9 % jusqu'à 60/48/48 mois, offert pour un temps limité à l'achat d'un modèle Lexus ES 330 2006 neuf (BA30GP « D »)/ modèle Lexus IS 250 2006 neuf à propulsion (BK262M « A »)/modèle Lexus RX 330 2006 neuf (HA31UP « R ») jusqu'au 31 mars 2006. Transport et préparation (1 775 $), immatriculation, assurances, taxes applicables, redevances et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. IS motrées avec roues en option. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.*

3388327A 3388318

LE ZÉLATEUR

La rubrique des horreurs urbaines

PHOTO FRANÇOIS ROY, *LA PRESSE* ©

Un immense trou d'environ cinq mètres sur 10 occupe presque toute la largeur de l'intersection Trans Island-Lacombe, dans Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

INTERSECTION OBSTRUÉE

SÉBASTIEN RODRIGUE

À l'angle des rues Trans Island et Lacombe, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, les voitures doivent monter sur le trottoir pour contourner un immense trou. Celles qui ne le font pas roulent sur une clôture qui traîne par terre.

L'immense trou d'environ cinq mètres sur 10 occupe presque toute la largeur de l'intersection. On aperçoit une conduite en béton au fond du trou clôturé. Un gros tas de gravier, juste à côté, attend de remplir le trou.

Un résidant exaspéré nous a signalé ce chantier laissé en plan depuis plusieurs mois. « Aux Jeux olympiques des horreurs urbaines, à mon avis, celle-ci mérite de monter sur le podium », écrit-il.

L'EXPLICATION

Ce chantier est sous la responsabilité de la ville-centre et non de l'arrondissement. Il s'agit d'une conduite d'eau principale dont la réfection a débuté en décembre dernier.

Selon le porte-parole du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement de la Ville de Montréal, André Lazure, les travaux ont été interrompus en raison d'une pièce défectueuse. Les employés municipaux en attendent une nouvelle depuis un mois. Le porte-parole précise que ce genre de pièce est fabriquée sur mesure, ce qui explique les délais pour fermer le chantier. La pièce doit arriver ces jours-ci, et les travaux doivent être terminés cette semaine. On en reparle lundi prochain.

QUI S'EN OCCUPE ?

Yves Bernier, chef de division, ingénierie projets hydrauliques, Service des infrastructures, transport et environnement de la Ville de Montréal, 514-872-4631 ; ybernier@ville.montreal.qc.ca.

MON NID-DE-POULE EST PLUS GROS QUE LE TIEN

Les réponses ont été nombreuses au défi lancé la semaine dernière par un lecteur dans cette rubrique. M. Gratton, de Westmount, défiait quiconque de trouver pire que la rue Kensington à Westmount. De nombreuses personnes ont joué les délateurs. Nous manquons toutefois d'espace pour parler de tous les nids-de-poule qui prolifèrent à Montréal en cette saison.

Plusieurs envois concernaient cependant l'avenue Van Horne, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce. La rue ressemble à une planche à laver à certains endroits. L'intersection Van Horne et McLynn est particulièrement périlleuse pour les amortisseurs et les roues des voitures.

Selon une porte-parole de l'arrondissement, les nids-de-poule ont été bouchés, mais ils réapparaissent avec le gel et le dégel. L'arrondissement déterminera au début du mois d'avril la liste des rues qui feront l'objet d'une réfection complète en 2006. Est-ce que l'avenue Van Horne fera partie du nombre? À suivre!

APPEL À TOUS: Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez-vous, écrivez-nous à l'adresse suivante : Le Zélateur, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : **zelateur@lapresse.ca**. Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.

GRIPPE AVIAIRE

Les experts craignent d'être mal compris

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Il y a un an, les avertissements lancés par les experts en santé sur une possible pandémie mondiale résultant d'une mutation de l'influenza aviaire semblaient laisser les gens indifférents.

Aujourd'hui, alors que tout le monde a bien entendu le message et que les pays de la planète appréhendent le pire, certains experts craignent d'avoir été un peu mal compris. « En même temps que nous avons lancé nos avertissements sur les risques potentiels du virus H5N1, nous avons aussi précisé que nous ne pouvions prédire la gravité d'une telle pandémie et à quel moment elle frapperait », affirme Dick Thompson, porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé sur le virus H5N1.

Selon lui, les gens ont conclu à tort qu'une pandémie humaine résultant d'une mutation de ce virus était inévitable. « À mon sens, toutes ces nuances ont été perdues dans le message. C'est du moins l'impression que je retire de tout ce que je lis sur le sujet. »

Même son de cloche du spécialiste de l'influenza Adolfo Garcia-Sastre, qui s'est toujours dit sceptique sur une mutation du virus H5N1 menant à une pandémie. Selon lui, s'il n'y a pas de pandémie, les gens pourraient ignorer de tels avertissements à l'avenir.

« J'ai un peu peur de cette réaction, affirme M. Garcia-Sastre. Si le H5 ne produit pas de pandémie, et je ne veux pas qu'il provoque une pandémie, les gens pourraient se sentir trahis par toute la publicité entourant le virus. »

« Nous avons gagné beaucoup de crédibilité dans la crise du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère), ajoute M. Thompson, et on pourrait perdre toute cette crédibilité avec le H5N1. Cela dit, je ne crois pas que le risque est important si les gens comprennent exactement ce qu'on dit. Et on le répète : nous ne savons pas de quoi aura l'air la prochaine pandémie, ou combien elle sera grave. Mais il y aura inévitablement une pandémie et, si nous sommes prêts, nous pourrons réduire son impact. »

Curieusement, cette précision survient alors que l'épidémie d'influenza aviaire continue à progresser dans le monde. Après avoir fait de nombreux morts chez des humains infectés par des poulets en Asie, en particulier au Vietnam, le virus H5N1 a été repéré récemment sur des oiseaux au Moyen-Orient et dans plusieurs pays d'Europe.

Experte en communications de risque, la Dr Jody Lanard, n'a pas de mal à expliquer cette contradiction apparente. « Les communications entre les experts et la population se font en dents de scie, dit-elle. Quand les gens ne veulent rien entendre, les experts tirent la sonnette d'alarme encore plus fort. Et quand ils ont l'attention de tout le monde, ils s'évertuent à les calmer. »

« Ils ont peur qu'on les accuse de crier au loup, poursuit-elle. Mais dans la fameuse histoire de l'enfant qui criait au loup, il y avait bel et bien un loup à la fin. »

La nouvelle rage

À partir de 50 $

MOTORAZR V3	Sony Ericsson Z520a
› Appareil monde › Appareil photo et caméscope intégrés › Technologie Bluetooth MC › Sonneries MP3 téléchargeables › Compatible Internet mobile	› Appareil monde › Appareil photo et caméscope intégrés › Technologie Bluetooth › Sonneries MP3 téléchargeables › Compatible Internet mobile

Offre d'une durée limitée

Forfait Appels entrants illimités 25 $ par mois

Avec Entente Fido®

3389338A

LES MAGASINS ET PARTENAIRES DÉTAILLANTS

LAVAL ET RIVE-NORD

Carrefour du Nord, St-Jérôme

Carrefour Laval

Centre Laval

Galeries Rive-Nord, Repentigny

Place Rosemère

ACTION-PAGE INC.
1704, boul. Des Laurentides, Laval

CELTEL MOBILITÉ
1637, boul. Daniel-Johnson, Laval

ZONE MOBILE
367, boul. Arthur-Sauvé, St-Eustache

RIVE SUD

Mail Champlain

Promenades Saint-Bruno

ACTION-PAGE INC.
1836, chemin Chambly, Longueuil

COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.
8050, boul. Taschereau, Brossard

COMPTOIR PLACE LONGUEUIL
825, rue St-Laurent, Longueuil

ZONE MOBILE
3310, boul. Taschereau, Greenfield Park
Métro Longueuil
Galeries Saint-Hyacinthe

GRAND MONTRÉAL

1004, rue Sainte-Catherine Ouest

Carrefour Angrignon

Centre Rockland

Centre Eaton

Fairview Pointe-Claire

Les Galeries d'Anjou

Place Versailles

Place Vertu

ACTION-PAGE INC.
4960, boul. Décarie, Montréal
1221, boul. St-Zotique Est, Montréal
3451, rue Ontario Est, Montréal
4328, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
3758, boul. St-Laurent, Montréal

B-MOBILE
Place de la Cathédrale, Montréal
595, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal

CELLUMAX INC.
Complexe Desjardins, Montréal
307, rue Emery, Montréal

CELTEL MOBILITÉ
35, rue Beaubien, Montréal
121, avenue Mont-Royal Ouest, Montréal
6571, avenue Somerled, Montréal
6295, rue Victoria, Montréal
6245, boul. Métropolitain, St-Léonard
245, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent

COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.
4046, boul. Jean-Talon Est, Montréal
5613, avenue du Parc

CONNECTION MOBILE
1476, avenue du Collège, Ville Saint-Laurent

DIVINE LINKS LTD.
1464, boul. Schevchenko, LaSalle
6087, rue St-Jacques Ouest, Montréal

DURA TECH
5040, boul. Métropolitain Est, Montréal

FIDEL COMMUNICATIONS (DEL TECHNOLOGIE)
4351, avenue Papineau, Montréal
3813, rue St-Denis, Montréal

FIRST CONE FINANCIAL SERVICES
5175B, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

FOXCOM
Galeries Normandie, Montréal
4282, boul. Métropolitain Est, St-Léonard

MONDE DIGITAL
1249, rue Antonio-Barbeau, Montréal

MULTI-CELL COMMUNICATIONS
2900, rue Masson, Montréal
Centre de la Pointe, Pointe-aux-Trembles

PÈRE DU CELLULAIRE (LE)
4889, rue Jarry Est, St-Léonard

POSITIVE ELECTRONIQUE PEP INC.
200, boul. d'Anjou, bureau 128, Châteauguay
895, rue de la Gauchetière O., Montréal
4112, rue Jean-Talon Est, Montréal

SERVICES DE COMMUNICATION CELLULAIRE INC.
4605, rue Ste-Catherine Est, Montréal

STATION CELLULAIRE
2340, rue Guy, Montréal
109, rue Viger, Montréal

UP CLOSE
Centre Eaton

ZONE MOBILE
3237, boul. des Sources, Dollard-des-Ormeaux
Place Alexis Nihon, Montréal
Centre Domaine, 3235, avenue de Granby, Montréal
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
680, rue Jarry Est, Montréal
Centre d'achat Langelier

Composez le **1 888 945-FIDO** (3436) ou achetez sur **fido.ca**

Le prix des appareils illustrés est de 150 $ (MOTORAZR V3) et de 50 $ (Sony Ericsson Z520a) avec toute nouvelle activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido jusqu'à épuisement des stocks. L'offre du forfait mensuel Appels entrants illimités à 25 $ s'applique aux appels locaux entrants seulement et prend fin le 31 mars 2006. Ce forfait est disponible dans la province de Québec et la région d'Ottawa (code régional 613) avec activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido. Le temps d'antenne des appels faits et reçus dans le réseau élargi ne fait pas partie du temps d'antenne compris de ce forfait mensuel et est facturé 25 ¢ la minute. Chaque minute supplémentaire d'appel local coûte 25 ¢. Sous réserve de la politique d'utilisation équitable de Fido. Taxes, frais d'interurbain, d'itinérance, de service d'appel d'urgence 911 (50 ¢ par mois), d'accès au réseau (6,95 $ par mois) et autres frais applicables en sus. Certaines conditions s'appliquent. Bluetooth est une marque de commerce de Bluetooth SIG, Inc. Fido est une marque déposée de Fido Solutions Inc.

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal : FUTURE SHOP BEST BUY LA CABINE® TÉLÉPHONIQUE

3380962

FAITS ET GESTES

LUNDI MAUDIT

Les crises cardiaques ont lieu surtout le lundi matin, au moment du retour au travail.

PHOTO LA PRESSE ©

Hommes et femmes ont un risque de crise cardiaque de 20 % plus élevé à ce moment-là. L'autre jour le plus à risque est le samedi, et le jour le moins propice aux crises est le mardi. Outre le stress attribué au retour au travail, les excès d'alcool durant le week-end peuvent rendre les lundis difficiles pour le cœur. On a aussi constaté que le lundi est la pire journée pour les rendements boursiers !

— François Berger

GM VRAIMENT PLUS Canada

PLUS DE QUALITÉ, POUR UN MONDE PLUS FIABLE.

2006 Buick Allure CX

L'Allure établit une nouvelle norme de qualité dans la catégorie des berlines intermédiaires de luxe.

La Buick Allure est assemblée à l'usine nº 2 d'Oshawa (Ontario), qui a reçu le prix « Gold Plant Quality Award » à la suite de l'étude sur la qualité initiale 2005 de J.D. Power and Associates‡.

354 $/mois*

0 $ de comptant de dépôt de sécurité

Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1 200 $ **inclus**.

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
329 $	1 170 $	0 $
289 $	3 045 $	0 $

Système de communication et d'assistance OnStar▲

Sécurité 5 étoiles♦ • Moteur V6 3,8 L de 200 ch • Freins ABS et antipatinage • Climatisation • Lecteur CD • Glaces et rétroviseurs à réglage électrique • Régulateur de vitesse • Siège du conducteur réglable à commande électrique • Télédéverrouillage

Route : 7,3 L/100 km ou 39 mi/gal.
Ville : 12,2 L/100 km ou 23 mi/gal.▼

BUICK

2006 Buick Lucerne CX

Système de communication et d'assistance OnStar▲

Sécurité 5 étoiles♦

- Moteur V6 3,8 L de 197 ch
- Freins ABS et antipatinage
- Climatisation
- Télédéverrouillage
- Lecteur CD
- Roues en aluminium, fini usiné
- Glaces et rétroviseurs à commande électrique
- 6 sacs gonflables
- Siège du conducteur réglable à commande électrique

À PARTIR DE

30 995 $†

Route : 7,3 L/100 km ou 39 mi/gal.
Ville : 12,2 L/100 km ou 23 mi/gal.▼

2006 Buick Rendezvous CX

- Moteur V6 de 3,5 L de 195 ch
- Freins à disque aux 4 roues
- Climatisation
- Lecteur CD
- Roues de 17 po
- Glaces arrière teintées foncé
- Télédéverrouillage
- Régulateur de vitesse
- Glaces, ouvre-hayon et rétroviseurs à commande électrique

À L'ACHAT

26 995 $†

À LA LOCATION

405 $/mois*

0 $ de comptant de dépôt de sécurité

Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1 170 $ **inclus.**

Route : 8,5 L/100 km ou 33 mi/gal.
Ville : 12,6 L/100 km ou 23 mi/gal.▼

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
369 $	1 654 $	0 $
329 $	3 492 $	0 $

PONTIAC BUICK GMC

En plus de protéger chaque véhicule pendant 4 ans ou 80 000 km avec sa garantie limitée, seule Buick offre le silence et le confort de la technologie QuietTuning. De quoi partir l'esprit tranquille.

gmcanada.com

vancouver 2010

GM Canada PARTENAIRE NATIONAL

OnStar® de GM Canada

XM RADIO SATELLITE

3384159A

3384160

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2006 suivants : Allure (4WF19/R7A), Lucerne (4HP69/1CX) et Rendezvous (4BK26/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. ‡L'usine nº 2 d'assemblage de voitures à Oshawa (Ontario) de la General Motors Corporation a été désignée meilleure usine en Amérique du Nord et du Sud parmi celles produisant des véhicules pour le marché américain par la J.D. Power and Associates 2005 dans son étude de qualité initiale. Cette étude est basée sur les commentaires de 62 251 consommateurs américains signalant des problèmes au cours des 90 premiers jours de la possession d'un véhicule. www.jdpower.com. ▲Comprenant un abonnement de 1 an gratuit au plan Sain et sauf. Contrat de service requis. Pour obtenir tous les détails et modalités liés au service OnStar, composez le 1 800 667-8677, informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site onstarcanada.com. ♦Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts frontaux). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. sur l'Allure et la Lucerne 2006 munies de sacs gonflables latéraux. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. ▼Cote de consommation telle que publiée dans ÉnerGuide par Ressources naturelles Canada. †À l'achat, préparation incluse. Transport (1 200 $ pour la Lucerne et 1 170 $ pour le Rendezvous), frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. MCMarque de commerce ©2005, Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Utilisée sous licence. Tous droits réservés. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de la Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

EN BREF

Violent cyclone en Australie

Un violent cyclone a frappé le nord-est de l'Australie aujourd'hui, avec des vents allant jusqu'à 290 km/h, susceptibles de causer d'importants dégâts, selon les autorités locales. Le cyclone tropical *Larry* a été classé de catégorie 5 par l'office météo de l'État du Queensland, peu avant qu'il n'atteigne la côte, près d'Innisfail dans l'extrême nord de l'État. C'est le plus violent cyclone en Australie depuis plus de 30 ans et il est considéré comme potentiellement plus dangereux que le cyclone *Tracy*, de 1974.

Agence France-Presse

Fête de saint Joseph : 15 000 personnes

Près de 15 000 personnes ont assisté à la fête de saint Joseph, hier, à l'oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal. Cette fête coïncide avec la fin de la neuvaine qui avait débuté le 10 mars. Des pèlerins de Montréal, du Québec et des États-Unis ont participé aux célébrations solennelles qui se sont déroulées à l'Oratoire. La lieutenant-gouverneure du Québec, Mme Lise Thibault, s'est jointe à l'assemblée en avant-midi et a assisté au banquet des Grands Associés du frère André en compagnie de 500 invités. Cette neuvaine, neuf jours de prière et de dévotion dédiées à saint Joseph, perpétue une tradition vieille de 85 ans.

La Presse

Des garderies, pas de l'argent

Quels que soient leur lieu de résidence ou la taille de leur communauté, les familles canadiennes préfèrent un système public financé par l'État plutôt qu'une somme d'argent versée par Ottawa comme solution à leurs besoins en services de garde, indique un rapport préparé par YWCA Canada. Le YWCA a demandé à quatre groupes de travail communautaires d'étudier la façon dont les ressources locales pourraient être organisées pour renforcer les services de garde et créer un modèle viable de prestation de services. Ces groupes de travail, situés à Halifax, Cambridge (Ontario), Martensville (Saskatchewan) et Vancouver, étaient composés de 20 à 30 résidants, incluant parents, fournisseurs de services et gens d'affaires.

Presse Canadienne

Un « chihuahua », André Boisclair ?

À l'occasion du brunch régional du Parti libéral du Québec qui se déroulait hier à Saguenay, le député de Roberval, Karl Blackburn, a comparé le chef du Parti québécois à un « chihuahua ». « Il montre les dents, il a les yeux grands ouverts, il jappe tout le temps et il est peureux comme un lièvre », a déclaré M. Blackburn. « Pourquoi je me priverais de faire ce genre de comparaison, il ne se gêne pas pour traiter Jean Charest de poisson rouge », s'est-il expliqué. Il a aussi traité le député péquiste de Chicoutimi, Stéphane Bédard, de marmotte. « Il est sorti après les élections, il a vu son ombre et maintenant on ne le voit plus », a lancé M. Blackburn, sous les acclamations des 550 membres présents.

Presse Canadienne

Pédophile : 20 chefs d'accusation

Neuf autres chefs d'accusation ont été portés hier contre François Daragon, 57 ans, ce pédophile récidiviste arrêté le 15 février dernier à Longueuil alors qu'il visionnait un film pornographique avec deux enfants âgés de 10 ans. Détenu depuis son arrestation, Daragon devait subir hier son enquête sur cautionnement. À la surprise de tous, son avocate, Me Pascale Brassard, a annoncé au tribunal que son client refusait son enquête sur remise en liberté et avait décidé de demeurer en prison jusqu'à la fin de la procédure. Parallèlement, la Couronne a déposé hier neuf nouveaux chefs d'accusation contre l'accusé. Daragon fait donc maintenant face à 20 accusations touchant sept victimes.

Raymond Gervais

ACTUALITÉS

La Justice nuirait aux enquêteurs de la GRC

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Les Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés (EIALM) de la GRC n'ont pas obtenu toute la collaboration promise par le ministère fédéral de la Justice, indiquent des documents obtenus par la Presse Canadienne en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Créées en juin 2003, les EIALM, composées de policiers enquêteurs, d'experts comptables et de procureurs spécialisés, devaient permettre de poursuivre plus efficacement les fraudeurs corporatifs dans les marchés financiers canadiens.

Le gouvernement avait prévu une somme de 120 millions sur cinq ans, notamment pour obtenir des avis juridiques nécessaires sur l'écoute électronique, des mandats de perquisition et la recherche d'informations lors des enquêtes des EIALM. Or, le ministère de la Justice, qui a reçu 17 millions pour financer sa participation au projet, a longuement tardé à fournir ses procureurs, indique un document.

« Ce mémo a pour but d'exprimer notre inquiétude devant le manque de participation du ministère de la Justice aux EIALM jusqu'à maintenant », écrit le surintendant de la GRC John Sliter, directeur du nouvel organisme antifraudes, dans une note envoyée au ministère de la Justice, presque un an après la création des EIALM.

M. Sliter signale en outre dans son mémo que les deux premiers bureaux des EIALM à Toronto et Vancouver n'avaient toujours pas de représentants du ministère de la Justice. « Nous nous sommes préparés en toute bonne foi à les accueillir et aucun des postes n'a été comblé jusqu'à présent », dit-il.

Un autre mémo envoyé sept mois plus tard au surintendant de la GRC laisse entendre que le problème n'est toujours pas réglé.

Dans un autre document fortement censuré, on apprend que le problème résulte en partie des compressions gouvernementales à l'embauche de nouveaux employés, quoique les fonds nécessaires avaient déjà été fournis au ministère.

Le débat sur la résidence du PM est relancé

PATRICIA CLOUTIER
LE SOLEIL

QUÉBEC – Pierre Dolbec, président de la Chambre de commerce de Québec, souhaite que les gens d'affaires achètent une maison pour qu'elle devienne la résidence officielle du premier ministre Charest. Comme du temps de Parizeau.

C'est le trop grand laps de temps passé par Jean Charest à Montréal la semaine dernière qui a fait déborder la coupe. M. Dolbec croit que la ville de Québec perd tranquillement son titre de capitale nationale, la province étant davantage gouvernée à partir de la métropole. « Je me suis dit qu'au lieu de toujours se plaindre du même problème, il faudrait élever le débat à un autre niveau. Pour le moment, on passe pour une *gang* de chialeux », dit-il.

Selon lui, avoir un premier ministre qui vit de façon permanente à Québec ferait en sorte d'inverser la plage horaire politique et de créer un achalandage dans la ville, même les fins de semaine. Pour le moment, le premier ministre occupe un appartement de fonction dans l'édifice Price, qui ne peut toutefois pas accommoder sa famille. « Je n'en veux pas personnellement à M. Charest de passer du temps à Montréal. Je trouve que c'est totalement humain de planifier des rencontres là le vendredi après-midi, en sachant qu'il peut retourner chez lui tout de suite après », explique-t-il.

M. Dolbec n'a pas encore tâté le terrain, mais pense que son projet de résidence officielle aurait facilement des appuis politiques à Québec. Jusqu'à la fin de son mandat, en juin, il compte même en faire un cheval de bataille personnel.

De son côté, Jean Charest ne considère pas son lieu de résidence comme problématique. C'est ce qu'a fait savoir Hugo d'Amour, son attaché de presse. « M. Charest passe 50 % de son temps à Québec et 50 % à Montréal, ce qui est tout à fait normal », ajoute-t-il.

SOLDE DE VÉHICULES DE DÉMONSTRATION 2005

1,9 % Taux de location à partir de 1,9 % sur certains modèles

330i ou Xi
330 Ci Cabriolet
545i
X5 3.0
M3 Cabriolet
Z4 3.0

25 modèles ayant moins de 7 000 km au compteur.
Vous avez jusqu'au 31 mars pour venir la capturer.

Série Certifiée par BMW
Découvrez les meilleures occasions
bmwlaval.com

3390589A

Dressées pour vous plaire

2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

BMW Laval
Le plaisir commence ici.

HP recommande Microsoft® Windows® XP Professionnel.

intel Viiv™

AVANT QUE LES CHOSES SE GÂTENT, OFFREZ-LEUR QUELQUE CHOSE DE BIEN MIEUX.

VOUS + hp

(écran vendu séparément)

1449,99*$ ORDINATEUR CENTRE DE MÉDIAS TÉLÉ HP PAVILION m7360n

- Processeur Intel® Pentium® D 920 avec architecture bicœur[1]
- Microsoft® Windows® XP Édition Media Center 2005
- Mémoire de 2 Go[2]
- Disque dur de 300 Go[3]
- Syntoniseur télé avec télécommande
- Clavier et souris sans fil et interface réseau local 802.11b/g
- Assistance téléphonique primée sans frais d'interurbain 24 heures sur 24, sept jours sur sept + garantie limitée d'un an sur le matériel[4]

Pendant la semaine de relâche, canalisez l'énergie des enfants dans quelque chose d'amusant – et sans gâchis. L'ordinateur Centre de médias télé HP Pavilion les occupera pendant des heures. Grâce à la technologie Intel® Viiv™, ils pourront regarder, enregistrer et mettre en pause des émissions de télé en direct, visionner des films sur DVD et écouter des CD. Ils pourront aussi monter des diaporamas, partager des photos et même créer des étiquettes de CD et DVD d'allure professionnelle. Mieux encore, ils seront de retour en classe le temps de le dire.

Magnétoscope numérique : regardez, enregistrez et mettez en pause des émissions de télé en direct

LightScribe : créez des étiquettes de qualité sérigraphique pour vos DVD et CD

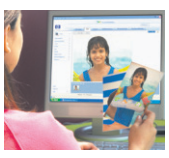


Image Zone : organisez et partagez vos photos

UNE ASSISTANCE À LA CLIENTÈLE PRIMÉE
Tous les ordinateurs Centre de médias télé HP Pavilion sont protégés par notre service de soutien primé HP Total Care, reconnu par J.D. Power and Associates comme un Centre de service et de soutien technologique certifié offrant « un service à la clientèle exceptionnel ».

Appelez au **1 877 231-4362**
Cliquez sur **www.hp.ca/printemps**
Rendez-vous chez **votre détaillant HP**

hp invent

© 2006 Hewlett-Packard Development Company, L.P. * Sauf indication contraire, tous les prix indiqués sont des prix de détail canadiens suggérés. Les détaillants peuvent vendre à un prix moindre et tous les prix sont sujets à changement. Tous les produits ne sont pas offerts dans tous les établissements. Les produits peuvent différer légèrement de l'illustration. Les spécifications sont sujettes à changement sans préavis. Voyez votre détaillant HP pour les détails sur la disponibilité des modèles. Pour obtenir une liste complète des détaillants, veuillez visiter le site http://welcome.hp.com/country/ca/fr/howtobuy.html ou appeler au 1 800 387-3867. Microsoft et Windows sont des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis, au Canada et (ou) dans d'autres pays. Celeron, Celeron Inside, Centrino, le logo Centrino, Core Inside, Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel Inside, le logo Intel Inside, Intel SpeedStep, Intel Viiv, Itanium, Itanium Inside, Pentium, Pentium Inside, Xeon et Xeon Inside sont des marques de commerce ou des marques déposées de Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays. [1] La numérotation d'Intel ne constitue pas une mesure de performance supérieure. [2] La capacité de mémoire libre réelle peut être moindre. [3] 1 Go = 1 milliard d'octets lorsqu'il s'agit de mesurer la capacité d'un disque dur; la capacité réelle après formatage peut être moindre. [4] Certaines restrictions peuvent s'appliquer. J.D. Power and Associates Certified Technology and Support Program[ms], conçu conjointement avec SSPA. Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.jdpower.com ou sspa.com.

3390513A

MONDE

MOYEN-ORIENT
Retrouvez tous les articles d'Agnès Gruda envoyée spéciale en Israël sur **www.cyberpresse.ca**

LOTO QUÉBEC **Résultats** TVA, le réseau des tirages

LA GRANDE VIE

1 Lexus hybride 2006 (ou 75 000 $)

Tirage du 2006-03-19 — 381A136 (non décomposable)

2006-03-01 556A058	2006-03-07 357A645	2006-03-13 483B148
2006-03-02 390B709	2006-03-08 550B528	2006-03-14 102A894
2006-03-03 309B523	2006-03-09 566B166	2006-03-15 487A283
2006-03-04 593B786	2006-03-10 237A695	2006-03-16 546B733
2006-03-05 157B679	2006-03-11 212B611	2006-03-17 204B504
2006-03-06 607B806	2006-03-12 416A456	2006-03-18 572A410

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

1 *Lexus RX 400h* hybride chaque jour du 1er au 30 mars 2006

LOTO QUÉBEC **Résultats** TVA, le réseau des tirages

Lotto 6/49 — Tirage du 2006-03-18

01 06 31 37 44 45 — Complémentaire : 19

Ventes totales : 14 486 116 $

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	4 159 632,00 $
5/6+	1	297 116,50 $
5/6	109	2 251,80 $
4/6	6 141	75,70 $
3/6	116 735	10,00 $
2/6+	94 776	5,00 $

Prochain gros lot (appr.) : 8 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2006-03-18

08 26 27 33 40 46 — Complémentaire : 04

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	21	500,00 $
4/6	789	50,00 $
3/6	14 741	5,00 $

Ventes totales : 473 547,00 $

Extra Tirage du 2006-03-18 — NUMÉRO 962102

Extra Tirage du 2006-03-19 — NUMÉRO 617712

La Quotidienne Tirage du 2006-03-19 — ③ 614 ④ 0411

Banco Tirage du 2006-03-19 — 01 04 08 10 11 13 19 21 23 24 25 26 33 35 49 60 61 63 65 66

Astro Tirage du 2006-03-19

Jour	Mois	Année	Signe
02	FÉVRIER	96	SCORPION

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Astro 25 000 $ CHAQUE JOUR, C'EST ÉCRIT DANS LE CIEL !

France : la pensée magique

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE
PARIS

Il existe une drôle de mentalité en France, notamment chez les jeunes. Un phénomène qui s'apparente à la schizophrénie. À moins que ces deux façons de penser ne correspondent à deux populations distinctes.

D'un côté, des jeunes qui descendent dans la rue chaque fois qu'un gouvernement propose d'introduire de la souplesse dans le système d'éducation, l'autonomie des universités et la concurrence entre elles. Les « jeunes » — du moins ceux qui manifestent — réclament pour tous le droit de faire des études supérieures et d'obtenir un diplôme, et l'assurance que le diplôme sera rigoureusement le même pour tous. Ces mêmes jeunes exigent également que l'État leur fournisse un emploi garanti à vie.

De l'autre, des jeunes qui ont une vraie envie d'entreprendre. Ils sont de plus en plus nombreux à s'installer à Londres, au Québec ou aux États-Unis.

Le problème, c'est que, dans beaucoup de cas, ce sont les mêmes qui tiennent les deux discours : ils réclament en France une sécurité absolue pour les études, les diplômes et l'emploi, et en même temps ils menacent de partir à l'étranger pour fuir les « blocages » français. En oubliant que, s'ils vont s'installer à Montréal, Copenhague, Londres ou Madrid, ils n'auront droit ni à la semaine de 35 heures pour tous, ni aux cinq semaines minimum de vacances annuelles, encore moins à la sécurité d'emploi à vie qu'ils réclament en France.

Il est vrai que ce qu'ils recherchent, en rêvant de Londres, Copenhague ou Madrid (pour ne parler que de l'Europe), c'est un taux de chômage national inférieur de moitié à celui de la France — plutôt 5 % que 10 %. Sans parler du chômage des 18-25 ans, qui atteint les 23 % en France. Mais ils ne semblent pas faire le lien entre les deux constats : si le Danemark, les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne ont deux fois moins de chômage que la France, si l'Espagne est passée de 25 % à 8 % en 15 ans, c'est peut-être bien parce que ces pays se sont attaqués vigoureusement aux rigidités du marché du travail.

Ce CPE représentait une chance réelle de faire diminuer le chômage des jeunes.

Dans le conflit actuel, qui tourne autour du projet de contrat de première embauche (CPE), admettons que le gouvernement Villepin a manqué de clarté et d'habileté. Le CPE, adopté aux forceps par le Parlement, permet aux entreprises d'embaucher des moins de 26 ans dans des emplois normaux, avec les garanties sociales habituelles, mais en gardant toute liberté de les licencier pendant une période de deux ans.

Quelques mois plus tôt, le gouvernement avait réussi à faire passer, sans résistances syndicales majeures, le « contrat de nouvelle embauche » (CNE), lequel s'applique à la fois aux salariés de tous âges et aux petites entreprises de 20 employés ou moins. Beaucoup d'observateurs pensent aujourd'hui que Dominique de Villepin aurait été mieux avisé de manoeuvrer à l'intérieur de son CNE, de l'étendre à des entreprises de 50 salariés plutôt que de créer pour les 18-25 ans une catégorie d'emploi à part qui risquait d'être considéré comme un sous-emploi.

Le CPE venant immédiatement après le CNE, c'était la promesse d'une grande confusion pour tout le monde. Et la preuve d'une certaine maladresse politique. Pourtant, objectivement, ce CPE représentait une chance réelle de faire diminuer le chômage des jeunes. Il constituait un progrès par rapport à la situation actuelle, où les entreprises contournent le problème de la sécurité d'emploi rigide en ayant recours massivement aux stages, aux contrats à durée déterminée de un à six mois et au travail intérimaire.

À force d'agitation et de manifestations sur le sujet, l'opinion française, volontiers sensible à ce qu'on pourrait appeler la pensée magique (statut de fonctionnaires pour tous, plein emploi décrété par le gouvernement, etc.), a fini par basculer en très grande majorité. Selon tous les sondages, les deux tiers des Français s'opposent au CPE et déclarent en choeur : nous ne voulons pas de ces emplois précaires pour les jeunes, nous voulons pour eux de « vrais » emplois, garantis à vie. D'où la revendication de l'UNEF, principal syndicat étudiant : retrait complet du CPE et négociations au sommet sur l'emploi des jeunes. Pour discuter de quoi ? De l'embauche d'un demi-million de nouveaux fonctionnaires, alors que la France bat déjà des records européens en matière de dépenses publiques et de déficit budgétaire ?

Ou alors s'agit-il de croire que l'État, en réunissant les chefs d'entreprise, peut leur ordonner de créer un million d'emplois dans l'année ou dans la semaine ? La pensée magique a encore de beaux jours devant elle en France.

GM VRAIMENT PLUS Canada

PLUS DE SÉCURITÉ, POUR UN MONDE PLUS SÛR.

CHEVROLET

EQUINOX LS 2006

★★★★★ Sécurité 5 étoiles♦

• Moteur V6 3,4 L à ISC de 185 HP • Boîte automatique électronique à 5 vitesses • Télédéverrouillage, glaces, portières et rétroviseurs à commande électrique • Roues de 16 po • Lecteur CD et 6 haut-parleurs • Climatiseur • Banquette arrière coulissante Multi-Flex à dossier divisé 60/40 rabattable • Panneau d'espace utilitaire réglable à trois positions • Et plus encore !

24 995 $ à l'achat†

289 $/mois*

Comptant: 3131$
Dépôt de sécurité: 0$
Location: 48 mois

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
329$	1316$	0$
358$	0$	0$

Préparation et frais de transport de 1100$ inclus.

Ville: 12,6 L/100 km ou 23 mi/gal.
Route: 8,5 L/100 km ou 33 mi/gal.‡

ÉNERGUIDE

UPLANDER LS 2006

★★★★★ Sécurité 5 étoiles♦

• Système de communication et d'assistance OnStar▼ • Moteur V6 3,5 L à ISC de 201 HP • Boîte automatique à 4 vitesses • Freins à disque aux 4 roues avec système ABS • Lecteur CD et MP3 • Télédéverrouillage des portes • Glaces avant et rétroviseurs chauffants à commande électrique • Roues de 17 po • Climatisation • Espace pour 7 passagers • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise • Et plus encore !

19 989 $ à l'achat†

269 $/mois*

Comptant: 3066$
Dépôt de sécurité: 0$
Location: 48 mois

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
299$	1733$	0$
338$	0$	0$

Préparation et frais de transport de 1250$ inclus.

Ville: 12,9 L/100 km ou 22 mi/gal.
Route: 8,7 L/100 km ou 33 mi/gal.‡

ÉNERGUIDE

CHEVROLET. LA MARQUE Nº 1 AU PAYS.

GM Canada Partenaire national — GARANTIE 5 ANS — PRIME GM POUR ÉTUDIANTS .ca — XM RADIO SATELLITE

gmcanada.com

CHEVROLET GM

3379361A

3379362

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2006 suivants : Equinox (1LF26/R7A) et Uplander (CU11416/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. *Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts frontaux pour le Uplander, tests d'impacts frontaux et latéraux pour l'Equinox). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. sur le Uplander et l'Equinox 2006. †À l'achat, préparation incluse. Transport, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15¢/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. ‡Cote de consommation telle que publiée dans EnerGuide par Ressources naturelles Canada. ▼Comprenant un abonnement de un an gratuit au plan Sain et sauf. Contrat de service requis. Pour obtenir tous les détails et modalités liés au service OnStar, composez le 1 800 667-8677, informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site onstarcanada.com. MCMarque de commerce © 2005, Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Utilisée sous licence. Tous droits réservés. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de la Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca, sauf le Uplander) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples détails, renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

BÉLARUS
Nouvelle élection réclamée

PHOTO ALEXANDER NEMENOV, AFP

Alexander Milinkevitch, principal leader de l'opposition au Bélarus, s'adressant à ses partisans hier, dans la capitale.

Présidentielle sous haute tension au Bélarus. Dénonçant des fraudes, le principal candidat de l'opposition, Alexandre Milinkevitch, a demandé hier soir une nouvelle élection, alors que plusieurs milliers de ses partisans étaient rassemblés sur la place principale de Minsk pour protester contre ce scrutin qui, selon les autorités, donnerait une large victoire à Alexandre Loukachenko, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1994. Avec un autre candidat de l'opposition, Alexandre Kozouline, M. Milinkevitch a appelé la foule, qui a commencé à se disperser en fin de soirée sous les chutes de neige, à revenir sur la place cet après-midi. Les dirigeants de l'opposition pourraient essayer d'organiser des manifestations telles que celles vues en Ukraine et en Géorgie.

d'après AP

IRAK
Sombre anniversaire

À la veille du troisième anniversaire de l'invasion américaine, le week-end a été marqué par la poursuite des violences en Irak et par une série de manifestations anti-guerre dans le monde. Dans les rues de Bagdad, l'humeur des Irakiens n'était pas à la fête pour l'anniversaire de cette intervention censée marquer la fin de la dictature de Saddam Hussein. « C'est un anniversaire douloureux. Nous nous attendions à ce que l'Irak aille mieux », a constaté Munthir Rasheed, un Bagdadi interrogé hier. « Mais c'est tout l'inverse. L'Irak vient de vivre les trois pires années de son histoire. » Même constat pessimiste de la part de l'ancien premier ministre irakien par intérim, Iyad Allaoui, arrivé au pouvoir avec le soutien des États-Unis.

d'après AP

AFGHANISTAN
Attentat contre la France

Un attentat suicide à la voiture piégée a été commis hier près d'un convoi de l'armée française dans le sud de l'Afghanistan. Le kamikaze est mort sur le coup, sans faire de blessé, a-t-on appris de sources gouvernementales afghanes. Le véhicule était stationné sur le bord d'une route et le kamikaze a déclenché les explosifs au passage de la patrouille française, à environ 120 km à l'est de Kandahar, selon un responsable du gouvernement s'exprimant sous le couvert de l'anonymat

d'après AP

GRANDE-BRETAGNE
Tony Blair au plus bas

La cote du premier ministre britannique Tony Blair, embarrassé par une affaire de prêts et l'indiscipline de son parti, est au plus bas depuis 12 ans, selon un sondage publié hier dans le *Sunday Times*. À peine plus du tiers des répondants (36 %) approuvent l'action de M. Blair, contre 61 % d'opinions négatives, selon l'étude YouGov. Plus de 56 % des sondés pensent également que Tony Blair a menti en affirmant qu'il n'avait ja mais fait nommer un Lord en échange de dons ou de prêts, contre 14 % qui le croient, ressort- il de la même enquête. La cote du Labour reste stable à 35 %. Le parti au pouvoir est légèrement devancé par les conservateurs (38 %), mais reste loin devant les libéraux-démocrates (19 %).

d'après AP

IRLANDE DU NORD
Parlement sans cabinet ?

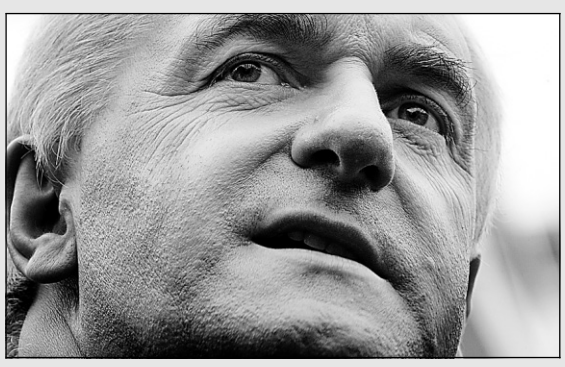


PHOTO RON EDMONDS, AP

Le premier ministre d'Irlande, Bertie Ahern, à Washington hier.

Une assemblée nord-irlandaise pourrait être mise en oeuvre pendant des mois sans gouvernement pour donner le temps aux élus protestants et catholiques de s'entendre sur un exécutif partagé, a indiqué hier le premier ministre irlandais, Bertie Ahern. Cette initiative fait partie de la feuille de route pour l'avenir de l'Irlande du Nord que M. Ahern et Tony Blair doivent dévoiler d'ici quelques semaines, après des mois de pourparlers infructueux entre élus protestants et catholiques.

d'après AFP

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Dans la ville de Kalkiliya, où domine le Hamas, tout un mur était consacré hier aux martyrs devenus héros, comme celui qui a tué 17 personnes et en a blessés 75 autres dans un attentat suicide, devant une discothèque de Tel-Aviv.

Un cabinet hétéroclite offert par le Hamas à Abbas

Une femme, un chrétien et un ex-détenu proposés, entre autres

AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
JÉRUSALEM

Une femme, un chrétien, un ministre tout juste libéré de prison et un premier ministre incapable de se déplacer sur tout le territoire dont il a la charge : tel est le visage du premier gouvernement du Mouvement de résistance islamique palestinien, mieux connu sous le nom Hamas.

Le premier ministre, Ismaïl Haniyeh, a présenté hier un cabinet de 24 ministres au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Tous les autres partis palestiniens ont rejeté les offres de coalition avec le Hamas, plaçant le nouveau gouvernement dans une position de grande fragilité.

Le président palestinien appartient au Fatah — le vieux parti de Yasser Arafat qui s'est effondré aux élections du 25 janvier dernier. Il n'a pas rejeté le nouveau gouvernement, mais a plutôt annoncé qu'il le présenterait pour approbation au conseil exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Le conseil législatif palestinien sera ensuite invité à tenir un vote de confiance envers le gouvernement. Même si sept de ses nouveaux élus sont incarcérés dans des prisons israéliennes, le Hamas détient la majorité absolue du Parlement, avec 74 des 132 députés.

Toutes ces procédures devraient se dérouler dans les 48 heures, si bien que dans deux jours, le monde a toutes les chances d'assister à une première : l'entrée en fonction d'un premier gouvernement formé par une organisation qu'une bonne partie de la communauté internationale considère comme un groupe terroriste.

Le gouvernement du Hamas risque de se retrouver rapidement isolé sur la scène internationale, qui menace de le priver de tout financement. En acceptant de lui confier le pouvoir, le président Abbas voudrait lui faire porter la responsabilité d'une rapide détérioration de la situation économique dans les territoires occupés, et ainsi précipiter sa chute, jugent plusieurs analystes.

Selon Mohamed Yaghi, du centre de recherche Conrad Adenauer à Ramallah, c'est un pari dangereux. En ostracisant le Hamas, la communauté internationale peut aussi bien obtenir l'effet inverse : un appui de solidarité à l'égard d'un gouvernement qui vient pourtant d'être porté au pouvoir en suivant toutes les règles de la démocratie.

Citant l'ancien négociateur de paix et leader du Fatah, Saeb Erekat, le journal israélien *Haaretz* affirme que Mahmoud Abbas pourrait dissoudre le gouvernement en situation de crise financière aiguë.

Le président de l'OLP ne rejette pas le plan de gouvernement, mais le présentera à son exécutif.

Déjà, Israël a bloqué le transfert de 50 millions de dollars mensuels qu'il perçoit en taxes et douanes pour le compte de l'Autorité palestinienne. D'autres pays, donc le Canada, envisagent de mettre un frein à l'aide financière à la Cisjordanie et à Gaza, si le Hamas refuse de désarmer et de reconnaître l'État d'Israël.

Qui sont-ils ?

Le premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, est considéré comme un membre modéré du Hamas, l'un des plus ouverts à un dialogue avec Israël. Il est âgé de 44 ans, a étudié la littérature arabe et a travaillé comme principal adjoint de l'ancien leader spirituel du Hamas, le cheikh Yassine — assassiné par Israël en 2004. Peu de temps auparavant, il a été lui-même blessé dans une attaque ciblée israélienne.

Les noms des nouveaux membres du cabinet n'ont pas encore tous été confirmés. Mais selon les informations disponibles au moment de mettre sous presse, hier, faucons et colombes coexistent au sein du nouveau gouvernement.

La nomination la plus inquiétante, selon Mohamed Yaghi, est celle de Mahmoud Zahar au poste de ministre des Relations étrangères. Considéré comme l'un des faucons du Hamas, cet homme dans la soixantaine était le médecin personnel du cheikh Yassine.

Mahmoud Zahar ne connaît pas l'Occident et ne parle pas anglais. « C'est vraiment un choix stupide, il n'a aucun sens de la diplomatie et ne manifeste aucune ouverture face au monde », dit M. Yaghi. Il voit mal comment un homme avec ce profil pourrait amadouer la communauté internationale et la convaincre de financer son gouvernement.

Le ministère tout aussi crucial des Finances a été attribué à Omar Abdel Razek — économiste éduqué aux États-Unis qui a été libéré la semaine dernière après avoir passé trois mois dans une prison israélienne.

Un pragmatique, Sayyid Siam, a hérité du portefeuille du ministère de l'Intérieur. Une femme de 53 ans, Miryam Saleh, mère de sept enfants et résidant à Ramallah, a été nommée ministre des Affaires féminines. C'est la seule femme du cabinet. Et un chrétien, Hassam Paweel, élu comme député indépendant, devait être nommé ministre du Tourisme.

Nasser Eddin Shaer, professeur d'études islamiques, pourrait exercer les fonctions de premier ministre adjoint. Mais en fait, il agira comme premier ministre en Cisjordanie — Israël ne permettant pas à Ismaïl Haniyeh de quitter Gaza.

Selon les premières analyses, il s'agit essentiellement d'un cabinet de technocrates où émergent quelques figures fortes. À peine neuf des 24 membres du cabinet ont été élus au Parlement. Les 15 autres sont des membres du Hamas, des gens qui gravitent autour de ce parti, et quelques personnes venues d'autres horizons.

En attendant l'entrée en fonction de ce nouveau gouvernement, la bande de Gaza s'enfonce dans une crise économique aiguë depuis qu'Israël a fermé le point de passage de Karmi — principal lieu de passage des marchandises entre Gaza et Israël. Aux dernières nouvelles, les 1,3 million d'habitants de cette mince bande de territoire appréhendaient une pénurie de pain.

Menace de grève générale en France

D'APRÈS AFP

PARIS — Les syndicats brandissaient hier la menace d'une grève générale en France après avoir lancé un appel « solennel » au retrait du contrat-jeunes, que le gouvernement de Dominique de Villepin continue de refuser malgré une journée de manifestations massives émaillée de heurts.

Toutes générations confondues, entre 530 000 et 1,5 million de personnes, selon la police et les organisateurs, sont descendues dans les rues samedi pour rejeter la « précarité » qu'incarne à leurs yeux le contrat première embauche (CPE). Censé relancer l'emploi des jeunes, il permet au nom de la flexibilité de les licencier sans motif pendant deux ans.

La mobilisation a dépassé celles des deux premières journées, les 7 février et 7 mars.

Unis et satisfaits, les syndicats de salariés, étudiants et lycéens attendent désormais que le premier ministre retire le CPE, comme le souhaitent deux tiers environ des Français (60 % selon un sondage BVA à paraître aujourd'hui).

Ils en ont appelé samedi « solennellement au gouvernement » mais aussi « au président de la République », Jacques Chirac, et ont reçu en retour, du porte-parole du gouvernement Jean-François Copé, une nouvelle offre d'« améliorer » le CPE.

Mais le chef du syndicat CGT, Bernard Thibault, a balayé hier l'idée de « discussions pour mettre en oeuvre une mauvaise mesure ».

Plusieurs syndicats estiment avoir lancé un ultimatum et envisagent, telle la CGT, une grève générale pour faire plier un exécutif accusé d'autisme.

Une réunion intersyndicale est prévue aujourd'hui. L'organisation de lycéens FIDL prévoit déjà une journée d'action jeudi. Celle d'étudiants UNEF compte appeler de nouveau à battre le pavé.

Dominique de Villepin est « comme un pyromane qui aurait mis le feu à la vallée et qui monte ensuite en haut de la colline pour regarder sans rien faire », tempête le chef du syndicat Force ouvrière, Jean-Claude Mailly.

Si 69 % des Français interrogés jugent la fronde anti-CPE justifiée, selon le sondage BVA, 63 % estiment que le premier ministre ne cédera pas.

La tension est vive après deux mois d'une contestation qui va crescendo.

Selon un autre sondage à paraître lundi, 71 % des Français parlent d'« une crise sociale profonde qui peut prendre de l'ampleur au cours des semaines qui viennent », 80 % des 15-24 ans rejetant le CPE.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

ÉDITORIAL

La stagnation durable

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

« Privatisation du mont Orford. » Dès que le mot « privatisation » s'est trouvé accolé à celui d'un parc national, la plus récente initiative du gouvernement Charest était certaine de soulever une vague d'indignation. Au-delà des mérites ou faiblesses d'un projet particulier — et celui du mont Orford comporte certainement plusieurs faiblesses — il s'est installé au Québec une méfiance démesurée et malsaine vis-à-vis de l'entreprise privée. Une méfiance dont vient d'être victime même le très populaire Cirque du Soleil, auquel on n'a même pas accordé la « présomption de sincérité » dans le dossier du casino, comme l'a déploré avec justesse la présidente de la chambre de commerce du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon (*La Presse*, 14 mars).

Des projets importants ne sont pas seulement contestés dans leurs modalités — ce qui serait sain et légitime — mais rejetés en bloc.

Dans des dossiers comme ceux du mont Orford, des PPP, du CHUM à Outremont, la présence d'intérêts privés a été utilisée par les opposants comme un épouvantail. Et, malheureusement, avec beaucoup de succès. Dès qu'une entreprise privée est impliquée dans un projet, on soupçonne les conflits d'intérêts, on craint le « développement sauvage », on dénonce les profits excessifs. Est-ce à dire que le privé n'a plus sa place au Québec ?

La plus récente étude de l'Institut Fraser, citée mardi dernier par notre collègue Claude Picher, conclut que le Québec est la province où le climat est le moins propice à l'investissement. L'Institut a bien sûr ses détracteurs, qui l'accusent de promouvoir une vision « néolibérale » de la société. Il faut tout de même noter que les cinq provinces qui arrivent en tête de liste de ce palmarès sont celles où le taux d'emploi est le plus élevé... Noter aussi que le Québec attire la part congrue (à peine 16 % cette année) des investissements privés au pays.

Alors, si on ne veut pas que les entreprises investissent, qui développera le Québec ? La réponse a longtemps été : le gouvernement, en particulier les grandes sociétés d'État. Or la méfiance règne désormais à leur endroit aussi. Dans le projet du casino, Loto-Québec a été accusée de tous les maux. Robert Cadotte, du Centre de formation sur l'enseignement en milieux défavorisés à l'UQAM, a dénoncé la « guerre de propagande à laquelle se livrent deux géants milliardaires contre les groupes communautaires de Pointe-Saint-Charles ». On ne parle pourtant pas de multinationales du tabac ou du pétrole, mais d'une entreprise culturelle respectée et d'une société d'État qui verse chaque année 1,5 milliard au gouvernement !

Hydro-Québec, qui faisait autrefois la fierté des Québécois, est devenue l'un de leurs souffre-douleur préférés. Alors que la société veut construire de nouveaux barrages, des écologistes s'y opposent. La Fondation Rivières, du comédien Roy Dupuis, a annoncé rien de moins que « le début de la fin des grands projets hydroélectriques au Québec ».

Le résultat net, c'est que des projets importants ne sont pas seulement contestés dans leurs modalités — ce qui est utile et légitime — mais rejetés en bloc. Si personne n'investit au mont Orford, le Québec sera-t-il vraiment gagnant ? Imaginons qu'une société d'État veuille s'en mêler, lui ferait-on davantage confiance qu'aux promoteurs actuels ?

La mort de la technopole proposée par l'Université de Montréal a-t-il fait avancer la métropole québécoise ? Quelle personnalité d'affaires voudra diriger la campagne de financement du nouveau CHUM, maintenant qu'on a vilipendé ceux qui avaient eu le malheur d'appuyer le projet d'Outremont ?

Les militants de Pointe-Saint-Charles se réjouissent de l'échec du projet de Loto-Québec, mais qui restaurera ce quartier ? Qui décontaminera les terrains ? Qui créera les emplois dont les résidants ont besoin ?

Si Hydro-Québec n'exploite pas notre principale ressource, d'où viendra notre richesse collective ?

En se méfiant ainsi de tous ceux qui veulent investir et bâtir, en présumant de leur cupidité et de leur duplicité, les Québécois risquent de se condamner à la stagnation durable.

LA BOÎTE AUX LETTRES

La démocratie en modèle réduit

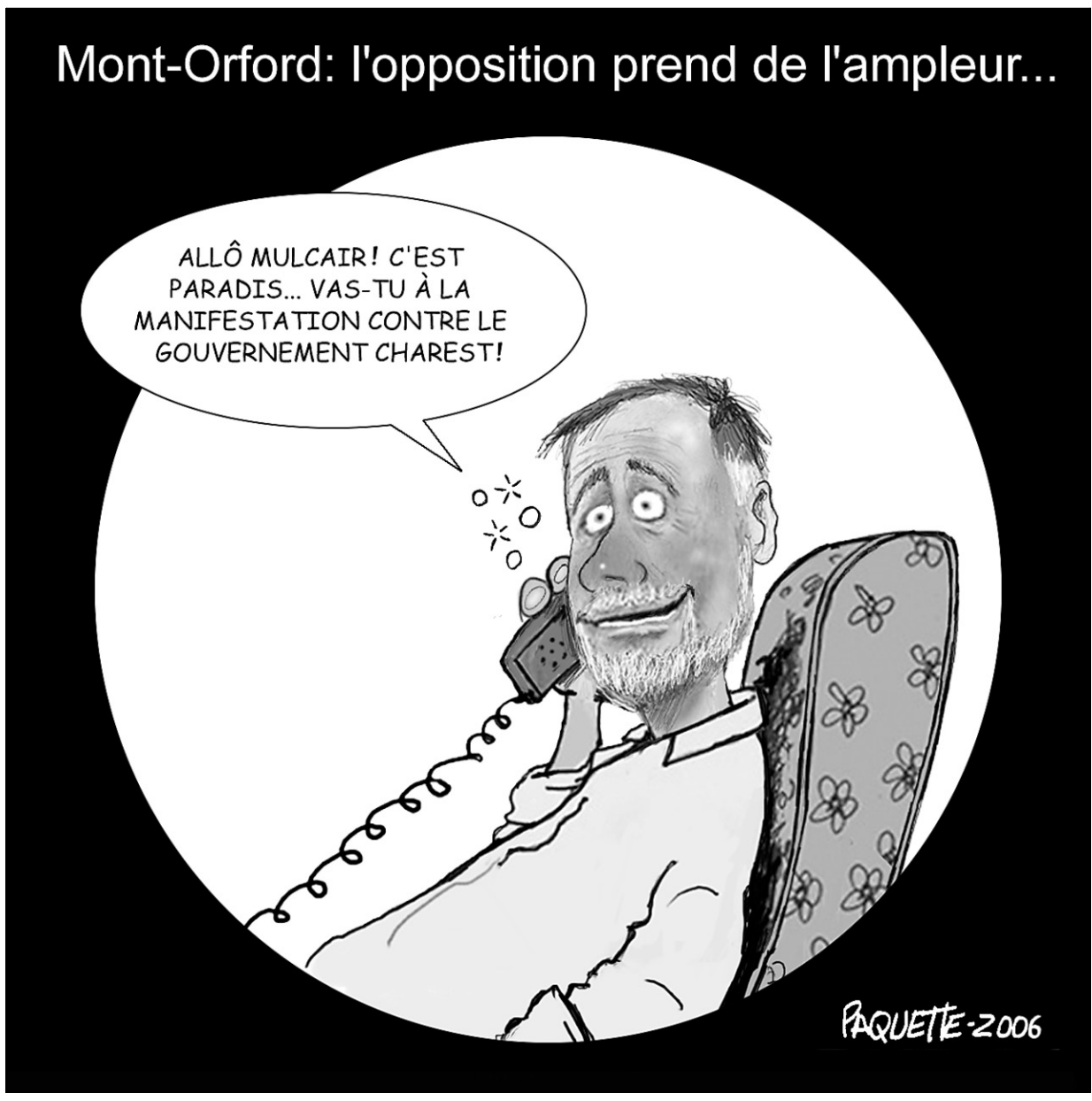
Serait-il possible de gouverner sur la seule base des sondages ? Si la réponse est oui, alors que faire de la démocratie participative ? La participation aux élections est en chute libre depuis plusieurs années, si bien que sur la scène fédérale on cherche des solutions pour améliorer le taux des suffrages exprimés aux élections : voter le dimanche, rendre le vote obligatoire, abaisser l'âge de voter, etc. Qu'est-ce qui motive à vouer autant d'importance aux sondages ? Quand, dans le dossier du mont Orford, une élue aussi rompue à la tâche de défendre la veuve et l'orphelin et de la trempe de madame Harel agite devant M. Charest une lettre que ce dernier avait fait parvenir aux Amis du parc du Mont-Orford en même temps que le fameux sondage qui indiquait que 76 % des 578 répondants se disaient en désaccord avec le projet de M. Béchard, il y a lieu d'afficher une certaine réserve voire de s'interroger. Rien sur terre n'est éternel. Or, les sondages sont de ce rien. Donc, les sondages ne sont pas éternels. Qu'est-ce qui nous empêche de les questionner ? Pourquoi d'indicatifs qu'ils étaient sont-ils devenus des impératifs ? Faudra-t-il, un jour pas si loin, choisir entre les sondages et la démocratie en modèle réduit ou favoriser une démocratie participative élargie ? Voilà ma question !

Yves Deslauriers
Prévost

Les « enverdeurs »

Non mais, qu'attend-t-on au Québec pour mettre nos culottes ? Il n'y a plus moyen de développer des emplois sans être arrêté par un vert Montrélais qui veut vivre son retour à la nature. Peut-on leur rappeler que Montréal a déjà été une île verte. Doit-on tout raser pour redonner leur pâturage aux chevreuils ? Les téléphones dont ils se servent pour appeler dans les tribunes téléphoniques ne polluent-ils pas notre environnement avec leurs ondes ? Se servent-ils de papier hygiénique, même si sa fabrication cause des torts à notre planète ? La politique du deux poids, deux mesures. En fait, il faut comprendre que les « enverdeurs » se trouvent des causes pour justifier leurs emplois dans des organismes subventionnés. Je suis juste tanné qu'ils le fassent sur le dos de l'ensemble des Québécois, en les privant d'un développement économique nécessaire. Parlez-en à tous ceux qui se cherchent un emploi !

Vincent Chaillé
Saint-Sauveur



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Le temps presse!

Il faut remettre les grands chantiers hydroélectriques à l'ordre du jour

RICHARD PAYETTE

L'auteur est président et chef de la direction chez Raymond Chabot Grant Thornton.

Alors que plusieurs cherchent toujours comment dynamiser l'économie du Québec, les récentes déclarations du nouveau ministre Bachand concernant le développement hydroélectrique nous paraissent être l'évidence même.

Devant l'état actuel des finances publiques, nous savons tous que l'économie québécoise a désespérément besoin d'un solide coup de barre. Ce n'est pas uniquement la hausse annoncée des tarifs d'électricité qui va régler le problème. Comme la quasi-totalité — 98,5 % — de l'électricité produite au Québec est consommée sur place, toute hausse des tarifs ne fait qu'occasionner le transfert de sommes plus importantes du compte des consommateurs vers celui du producteur, et ultimement, celui de l'État. Bien qu'une hausse du tarif soit susceptible de jouer en faveur d'une consommation responsable de l'électricité, un transfert d'argent n'est cependant pas ce qu'on appelle un mécanisme d'enrichissement collectif.

Pour stimuler notre économie, il nous faut justement consentir tous les efforts nécessaires pour créer de la richesse. Pour créer de la richesse, il nous faut d'abord et avant tout travailler à la mise en valeur de nos ressources.

Nous avons sous les yeux des exemples probants qui montrent comment l'enrichissement collectif peut être associé à notre capacité d'exploiter le plein potentiel des ressources à notre disposition. Grâce à l'exploitation de ses sables bitumineux, l'Alberta a gagné son pari de la prospérité et du redressement de ses finances publiques. Terre-Neuve-et-Labrador est sur le point de faire la même chose avec les réserves pétrolières découvertes en mer. Ces deux provinces ont su prendre les mesures nécessaires pour tirer parti des possibilités offertes par l'exportation de leur or noir.

Ressource abondante

À l'instar de ces deux provinces, le Québec dispose d'une ressource abondante pour créer de la richesse et contribuer au redressement de ses finances publiques. Il s'agit de son potentiel hydroélectrique, son « or bleu ». Produire plus d'électricité signifierait une plus grande capacité de vendre des MW sur les marchés d'exportation à des tarifs nettement supérieurs, sans que les Québécois aient à payer un cent de plus pour leur facture d'électricité. Le chemin est déjà tout tracé, le Québec bénéficie d'un accès direct au marché des États-Unis, où la demande énergétique y est sans cesse croissante alors que les sources d'énergie renouvelables sont limitées.

Avec notre potentiel hydroélectrique, nous disposons d'une ressource idéale pour favoriser la création de richesse, nous avons les connaissances et le savoir-faire pour l'exploiter de façon responsable.

Comme le Québec consomme presque toute l'énergie hydroélectrique produite ici, sa marge de manoeuvre est actuellement plutôt restreinte pour véritablement en profiter et prendre position sur les marchés d'exportation. Certes, l'énergie éolienne peut contribuer à augmenter la capacité énergétique, mais le déploiement de cette source d'énergie ne devient optimal qu'en complémentarité avec le développement de l'hydroélectricité. On ne peut miser sur l'éolien pour assurer un approvisionnement en électricité stable et prévisible.

De plus, l'occasion n'a jamais été aussi propice à la remise des grands chantiers hydroélectriques à l'ordre du jour. D'une part, le traité de la Paix des Braves ouvre la porte à une véritable collaboration entre le gouvernement et les populations autochtones concernant le développement des ressources du Moyen-Nord. D'autre part, le protocole de Kyoto met en lumière les avantages incontestables de l'énergie hydroélectrique par rapport l'énergie d'origine fossile. Par ailleurs, tout indique que les cours du pétrole se maintiendront désormais à un niveau élevé, ce qui contribue à accroître la valeur du potentiel encore inexploité des rivières de la baie James, soit l'équivalent d'environ 20 000 MW.

Énergie fiable

N'oublions pas que la disponibilité d'une énergie fiable à un coût avantageux a longtemps été un atout important pour susciter l'intérêt des investisseurs étrangers et favoriser la réalisation de projets structurants. On parle ici de projets qui ont un effet d'entraînement dans plus d'une sphère d'activité et qui contribuent à l'avancement technologique des entreprises locales et au développement d'une main-d'oeuvre hautement spécialisée. Bon nombre de fleurons de l'économie québécoise sont d'ailleurs nés de la présence au Québec d'entreprises grandes consommatrices d'électricité.

Soulignons également qu'une nouvelle effervescence sur les chantiers contribuerait à remettre en valeur le savoir-faire et le génie québécois. Bénéficier d'une reconnaissance internationale pour la qualité de notre expertise en matière de construction et d'exploitation de gros ouvrages hydroélectriques est certes un atout important, autant faire en sorte que cela nous serve ici-même.

Au moment où le plus récent rapport Bourgogne du Groupe CIRANO fait, une fois de plus, état de la sous-performance relative du Québec qui perdure depuis 25 ans par rapport à ses voisins immédiats, il nous semble impératif de passer en mode « solution » sans plus attendre. Nous disposons d'une ressource idéale pour favoriser la création de richesse, nous avons les connaissances et le savoir-faire pour l'exploiter de façon responsable. Encore une fois, c'est maintenant qu'il faut passer à l'action.

FORUM

Deux Québec

pgagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

« Plus ça va, plus je suis convaincu que le Québec va demeurer l'endroit au monde le plus taxé et le plus endetté, avec un système de santé qui risque de plus en plus de s'écrouler. On va garder nos sites comme Orford non développés et non rentables, on va mettre de côté le projet de casino, on va tasser le projet du pont de la 25, on va manquer le bateau avec les deux centres hospitaliers. Pas dans ma cour les projets pour développer le Québec. On est un peuple individualiste et déresponsabilisé, né pour un petit pain ! » (Michel Hamon, Montréal)

Ce cri du coeur, nous l'avons reçu dans les heures qui ont suivi l'annonce du projet de privatisation partielle du mont Orford, une annonce qui a déclenché une avalanche de courriels dévastateurs contre le gouvernement Charest. Disons les choses clairement : c'est une nouvelle volée de bois vert qu'a reçue le gouvernement avec son projet au mont Orford. Certainement de l'ordre de cinq contre un en défaveur du projet.

Bon projet ? Mauvais projet ? Au-delà des critiques justifiées ou pas, un phénomène semble troubler de plus en plus un nombre important de nos lecteurs. Il s'agit du blocage que l'on observe maintenant de façon systématique aussitôt qu'il est question d'un projet majeur. Or, la semaine même où il y a eu l'annonce sur Orford, on a aussi assisté à l'enterrement du projet de nouveau casino. Dans les deux cas, de très nombreux lecteurs ont abordé la question sous l'angle de la prospérité économique et de l'emploi. D'abord Orford :

> « Je suis un écolo convaincu et je trouve que le gouvernement a pris une excellente décision. Il faut savoir marier développement économique et environnement. Je me réjouis de cette décision qui favorisera le développement de la région et fournira du travail à des gens qui en ont bien besoin. Les réactions des écolos sont tout à fait exagérées et démesurées. » (André Bourgault)

> « Les gens intéressés au développement économique et les défenseurs de l'environnement ont et auront toujours des visions différentes, même inconciliables. Le gouvernement, pris entre l'arbre et l'écorce, a choisi de favoriser le développement économique tout en cherchant à atténuer les impacts sur l'environnement. Soyons réalistes : aucune solution laissant de l'espace aux promoteurs ne recevra la bénédiction des écologistes, pour qui la montagne est sacrée. » (Benoît Descôteaux, Montréal)

> « Je trouve vraiment dommage que la communauté s'affronte sur la question du développement du mont Orford. Il faut trouver une solution viable (emplois, touristes, etc.) et une avenue écologique pour préserver ce beau coin de pays. Ne nous trompons pas : l'écologie ne rapporte pas de jobs, mais un développement intelligent fera travailler notre monde ! » (Luc Melançon)

Ensuite, le casino :

> « Le projet du bassin Peel aurait permis à l'industrie touristique de gagner des points et de se faire valoir. Mais, au contraire, nous préférons capituler devant des groupes minoritaires qui tiennent pour acquis que leurs revendications serviront l'intérêt commun. Bref, un autre beau projet vient de tomber à l'eau ! » (Karine Vanier)

> « Incroyable ! Encore une fois la gogauche l'emporte ! Nous sommes toujours contre tout, rien ne va de l'avant dans cette province, toujours le nivellement par le bas. Une vraie république de bananes. Nous prenons du recul dans tous les domaines. » (Yvon Langlois)

Depuis l'élection du gouvernement Charest, on dirait que deux Québec différents s'affrontent sans arrêt. Deux visions, deux approches, deux conceptions de l'État. Il suffit de voir la réaction de la population — et d'une bonne part de nos lecteurs — chaque fois qu'un projet est présenté pour constater cette opposition entre ceux qui voient les choses sous l'angle du développement économique et de l'emploi et ceux qui sont davantage mus par des préoccupations environnementales et sociales.

Positions irréconciliables ? Pour l'instant, il apparaît malheureusement que c'est très souvent le cas, que l'on parle du pont de la 25 ou des petites centrales électriques. Et il semble bien que le gouvernement devra vivre jusqu'à la fin de son mandat avec cette opposition extraparlementaire systématique et organisée. En définitive, il faudra peut-être attendre aux prochaines élections pour que les électeurs tranchent sur le type de développement qu'ils souhaitent pour l'avenir.

Depuis six ans, Sandra Doyon pilote un mastodonte sur toutes les routes de l'Amérique du Nord.

Oui au 105km/h...

SANDRA DOYON
L'auteure est camionneuse. On peut visiter son site à l'adresse http ://camionneuse.blogspot.com.

Depuis six ans, je sillonne les routes de l'Amérique à moins de 105 km/h à bord de mon camion semi-remorque. Je suis en accord avec les associations de camionnage du Canada qui proposent de réduire la vitesse maximum des camions à 105 km/h. Les dangers seraient diminués, le public rassuré, et l'image de l'industrie s'en trouverait redorée. Les avantages collatéraux seraient bénéfiques pour tous.

Si on fait cette loi pour l'environnement et la sécurité, je serais d'avis quelle soit appliquée à tous les véhicules circulant sur les routes, incluant tous les automobilistes. Les cow-boys de l'autoroute sont aussi très présents dans les véhicules à quatre roues ! Pourquoi les voitures et les motocyclettes peuvent-elles rouler à plus 180 km/h ?

Les bénéfices environnementaux seraient immédiats, et les accidents, les assurances, les soins de santé des blessés de la route, les décès, la rage au volant s'en trouveraient dramatiquement réduits. D'autant plus que les déplacements sur de longues distances, par exemple entre Montréal et Québec, prendraient le même temps en voiture ou en autobus, faisant par la bande un argument de plus pour utiliser le transport en commun.

Les policiers qui, il ne faut pas se leurrer, sont aussi des collecteurs de taxes, pourraient aller chercher le manque à gagner dans les zones de 90, 70, 50 et de 35 km/h. Les délinquants seraient aussi plus visibles sur la route puisque tout le monde roulerait à la même vitesse. Je me demande si les automobilistes auraient l'audace d'être favorables à une loi qui interdirait aux constructeurs d'automobile de vendre des véhicules qui roulent à plus de 110 km/h. Une chose est sûre, les fabricants de voitures sortiraient leurs meilleurs lobbyistes pour s'y opposer.

Ajustement salarial

Mais pour en revenir aux camionneurs, si cette loi entrait en vigueur, il y aurait un redressement salarial à faire. Dans le paragraphe qui suit, je vous démontrerai pourquoi. Mais auparavant, établissons le fait que les flottes de camions ont, pour la vaste majorité, la vitesse maximale verrouillée électroniquement entre 90 et 110 km/h. Quant aux autres camionneurs indépendants, ils ont la possibilité de rouler aussi vite qu'ils le veulent. Le grand écart de vitesse des camions crée une situation d'injustice entre les chauffeurs, qui, rappelons-le, sont rémunérés au mille.

Voici un exemple réaliste :

Un chauffeur fait en moyenne 2500 milles dans une semaine et gagne environ 0,36 $ du mille. Dans l'exemple qui suit, tenons pour acquis que les pertes de temps (livraison, cueillette, trafic, intempéries...) sont les mêmes pour tous. Voici *grosso modo* les heures minimales de conduite que trois chauffeurs dont les camions sont verrouillés à différentes vitesses devront rouler pour faire leurs 2500 milles.

> À 70 m/h (112 km/h), un chauffeur conduirait 35 heures.

... mais pourquoi cibler uniquement les camions et ne pas étendre cette mesure à toutes les catégories de véhicules ?

> À 65 m/h (105 km/h), il travaillerait hypothétiquement 38,5 heures pour le même millage.

> Tandis qu'à 55 m/h (88,5 km/h) il roulerait 45,5 heures pour faire un travail égal.

Chaque mille à l'heure retranché coûtera au camionneur une heure de plus par semaine pour effectuer les mêmes 2500 milles. Sans compter que celui qui roule à 112 km/h peut théoriquement faire plus de milles et donc gagner plus d'argent. En nivelant la cadence de tous les camions, la vitesse ne serait plus un facteur justifiant un meilleur salaire et de nouvelles bases équitables pour tous les chauffeurs seraient jetées.

J'irais encore plus loin dans ces démarches restrictives pour favoriser l'environnement. Depuis l'avènement des couchettes dans les cabines, les camions servent aussi de chambre aux chauffeurs qui ont besoin de tempérer l'habitacle en faisant tourner le moteur du véhicule durant toute la nuit, polluant beaucoup plus que quand ils dormaient chez eux ou dans une vraie chambre d'hôtel. Depuis 2004, ma compagnie a équipé mon camion, ainsi que tous ceux de sa flotte, de moteurs d'appoint moins polluants, générant de la chaleur, de l'air climatisé et de l'électricité pour le confort du chauffeur en attente. Avec ces génératrices, Cat a pu programmer électroniquement tous ses camions pour qu'ils s'arrêtent automatiquement au bout de quatre minutes d'inactivité. La compagnie y a gagné en économie de carburant, le chauffeur en confort et l'environnement en gaz à effet de serre.

Je rendrais obligatoire ce genre d'équipement et j'interdirais les moteurs tournant pour rien en donnant des amendes salées aux contrevenants.

LA BOÎTE AUX LETTRES

La SAAQ et la SQ ferment les yeux !

L'Association du camionnage du Québec propose des moyens pour limiter à 105 km à l'heure la vitesse des camions et trains routiers roulant sur les routes et autoroutes du Québec. Enfin une excellente idée du secteur privé pour préserver la vie, les ressources et l'environnement ! Ce qu'il y a de déplorable et même de choquant, c'est l'attitude des transporteurs indépendants qui sont en désaccord avec des mesures de limite de vitesse. Faut avoir du front pour insinuer publiquement que les camionneurs peuvent continuer d'enfreindre les règlements ! Et comme toujours, le ministère des Transports, la SAAQ et la SQ ferment les yeux sur ce qui se passe allègrement sur les autoroutes du Québec, à savoir qu'une majorité de conducteurs fautifs roulent à plus de 105 km/h, voire à 120-130 km à l'heure et souvent dangereusement en poussant même dans le dos des automobilistes ! Y a-t-il au gouvernement des élus responsables qui vont enfin exiger l'application des normes de limite de vitesse sur les routes du Québec ?

Richard Legault

Voiture : un droit ou un privilège ?

Outre le tollé que soulève la proposition de la hausse des tarifs de la SAAQ, un autre débat se présente : est-ce un droit ou un privilège que de posséder une voiture ? En tant que pollueur numéro un chez les particuliers, la voiture devrait être considérée comme un privilège et employée uniquement si aucune autre alternative n'est disponible. Aussi, marcher de temps à autre n'est pas mauvais ; c'est bon pour l'environnement et c'est bon pour les fesses !

Caroline Lacroix
Montréal

Enfin un projet pour la carrière Saint-Michel !

Je tiens à demander à tous ces activistes et surtout à tous ces commerçants inquiets de cesser de parler en mon nom. Je suis citoyen du quartier Saint-Michel depuis plus de 15 ans. Cet énorme trou dans notre quartier est laissé à l'abandon depuis des années et personne ne s'y intéresse. Aujourd'hui, on entend le nom de Wal-Mart et on grimpe aux barricades sans même avoir vu le type de projet ou l'étendue de celui-ci. La Ville a fait un appel d'offres et il y a enfin quelqu'un qui est prêt à travailler au développement de ce trou, avec tous les risques que cela comporte. Avant de dire que la population est contre, il serait peut-être intelligent d'évaluer le projet. Mais bon, l'intelligence fait défaut lorsqu'on entend le nom de Wal-Mart. Sommes-nous vraiment surpris d'apprendre que des commerçants locaux sont contre l'arrivée du géant ? Qu'est-il arrivé au libre-marché et à la concurrence ? Ce petit groupe veut bloquer ce projet. Et après, on va encore rêver pendant dix ans tout en regardant notre beau trou. Non merci ! Alors, plutôt que de chialer contre Wal-Mart, saisissons la chance qui nous est offerte et encadrons le projet afin d'en faire un lieu intéressant qui amènera des investissements, des revenus, des emplois et une meilleure offre commerciale pour nous tous.

Stéphane Bédard
résidant du quartier Saint-Michel

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Une offre tout terrain tout confort

CR-V SE illustrés

En location ou à l'achat d'un CR-V
>1000 $
à utiliser à votre guise†

CR-V SE 2006

Prix de location
298 $*
par mois/48 mois

Incluant
96 000 km
Transport et préparation inclus en location seulement

Route : 8,0 L/100 km**

Taux de financement en location et à l'achat à partir de
3,9 %

0 $
dépôt de sécurité

En location et à l'achat d'un Pilot ou d'une Odyssey 2006
>500 $
à utiliser à votre guise†

Pilot LX 2006

Prix de location
398 $*
par mois/48 mois

Route : 9,9 L/100 km**

Pilot EX illustré

Odyssey LX 2006

Prix de location
348 $*
par mois/48 mois

Route : 8,5 L/100 km**

Odyssey EX illustrée

hondaquebec.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

HONDA

3379575

3379559A

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. CR-V 2006 Édition Spéciale (modèle RD7756EX) : a) 298 $, b) 5 693 $, c) 19 997 $. Pilot LX (modèle YF1816E) : a) 398 $, b) 7 278 $, c) 26 382 $. Odyssey LX (modèle RL3826E) : a) 348 $, b) 7 395 $, c) 24 099 $. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **EnerGuide pour 2006 publiées par NRCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Véhicules à transmissions automatiques. †Les offres qui incluent les taxes ne sont pas transférables et ne peuvent être jumelées. L'offre de 1 000 $ est applicable sur le CR-V à l'exception des modèles SE (RD7756EX et RD7856EX). Valide seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.